

# ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961  
du 8 novembre 1960 au 21 février 1961

## SÉNAT

### TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Note: La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».

ABREVIATIONS: *Doc.* (Documents parlementaires). — *Ann.* (Annales parlementaires).

#### A

**Accord monétaire européen.** — V. Affaires étrangères/  
Finances.

**Administration des Finances.** — V. Finances/Comptabilité  
de l'Etat.

**Administrations publiques.**

**LANGUES.**

*Proposition de loi portant modification des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 9 de  
la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière  
administrative.*

*Doc.* — N° 106: Proposition de loi de M. De Grauw.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 626  
(14 février 1961).

**Affaires africaines.**

**CONSEIL COLONIAL.**

*Ann.* — M. ROLIN propose d'ajourner l'élection d'un membre du  
Conseil colonial;

Intervention du comte H. d'ASPREMONT LYNDEN, m.a.a.,  
et de M. le PRESIDENT;

L'ajournement *sine die* est prononcé; pp. 40, 41 (13 décembre  
1960).

**DECRETS.**

*Ann.* — Transmis par le Ministre des Affaires africaines: deux  
projets de décrets octroyant des permis d'exploitation; p. 7  
(8 novembre 1960).

**Affaires africaines (suite).**

**PERSONNEL D'AFRIQUE.**

*Proposition de loi interprétant la loi du 14 mars 1960 portant  
garantie par l'Etat belge des pensions, rentes, allocations et  
autres avantages à charge du Congo Belge et du Ruanda-  
Urundi.*

*Doc.* — N° 9: Proposition de loi de M. Pholien.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 16  
(7 décembre 1960).

*Projet de loi relatif à la situation des personnes qui ont exercé des  
fonctions publiques au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.*

*Doc.* — N° 53: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 64: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 82: Rapport de M. Ancot + Annexe.

N° 86: Amendements proposés par M. Buisseret.

N° 118: Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 142: Sous-amendement proposé par M. Moreau de Melen  
à l'amendement présenté par le Gouvernement.

*Projet de loi portant certaines mesures provisoires en faveur de  
personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres  
au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.*

*Doc.* — N° 66: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 70: Rapport de M. Ancot.

N° 83: Projet amendé par la Chambre des Représentants.

*Ann.* — Par motion d'ordre, M. PHOLIEN demande l'urgence;  
Observation de M. HARMEGNIES;  
L'urgence est décrétée; p. 158 (17 janvier 1961).

*Discussion générale* (17 janvier 1961).

Discours de MM. ANCOT, rapp. (concernant le caractère pro-  
visoire de la loi envisagée); p. 160;

VAN REMOORTEL (concernant le retour massif de Belges du  
Congo, la responsabilité du gouvernement et de M. De  
Schryver en particulier, l'abrogation de la loi du 21 mars  
1960); pp. 160, 161;

Observations de MM. LEYNEN et FLAMME; p. 160;

ANCOT (concernant les votes émis en commission sur le pro-  
jet, les « événements inattendus » dont fait mention le rap-  
port); p. 161;

Observations de Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et  
M. VAN REMOORTEL; p. 161;

La discussion générale est close.

**Affaires africaines. — PERSONNEL D'AFRIQUE**  
*(suite).*

*Discussion des articles* (17 janvier 1961).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations; p. 161.

*Art. 2.*

Les paragraphes 1 et 2 sont adoptés;

Intervention de MM. DEKEYZER et ANCOT; l'amendement de la commission tendant au remplacement du paragraphe 3 est adopté;

L'article est adopté; pp. 161, 162.

*Art. 3.*

Adopté sans observations; p. 162.

*Art. 4.*

L'amendement de la commission tendant au remplacement de l'article 4 est adopté; p. 162.

*Art. 5.*

Adopté sans observations; p. 162.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et adoptés; p. 162.

*Vote* (17 janvier 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 46 et 1 abstention; pp. 162, 163.

M. DAMAN fait une rectification de vote, p. 163.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants. Projet amendé par la Chambre des Représentants; p. 216 (25 janvier 1961).

Par motion d'ordre, M. PHOLIEN demande l'examen d'urgence; Observation de M. HARMEGNIES;

L'urgence est décrétée; p. 222 (26 janvier 1961).

*Discussion générale* (26 janvier 1961).

M. ANCOT présente son rapport verbal sur le projet; p. 222; Intervention de M. FLAMME (concernant le vote de son groupe); p. 222;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (26 janvier 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations; pp. 222, 223.

*Vote* (26 janvier 1961).

M. LEYNEN justifie son vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 98 voix contre 10 et 46 abstentions; pp. 228, 229.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant certaines mesures provisoires en vue de faciliter le recrutement aux emplois publics en Belgique des personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.*

*Doc. — N° 91: Exposé des motifs et projet de loi. N° 101: Rapport de M. Ancot.*

*Ann. — Par motion d'ordre, M. PHOLIEN demande l'urgence; Intervention de M. le PRÉSIDENT; p. 298 (2 février 1961).*

*Discussion générale* (2 février 1961).

Discours de MM. HARMEEL, m.f.p. (résume la portée du projet et souligne son caractère provisoire); pp. 302, 303;

BUISSERET (concernant la liberté du Sénat à l'égard du projet de loi n° 53, les engagements pris envers les agents d'Afrique, la traduction et la distribution de ses amendements au projet de loi n° 53); p. 303;

ANCOT, rapp. (concernant deux erreurs dans le projet et dans la reproduction du rapport, la sympathie unanime des membres de la commission à l'égard de ceux qui ont œuvré avec mérite en Afrique); pp. 303, 304;

Observation de M. BUISSERET; p. 304;

LEYNEN (concernant la non-exécution de la loi du 21 mars 1960; émet des réserves quant à une partie de l'article 2 et demande que le vote sur cet article soit scindé); p. 304;

ROLAND (concernant la procédure qui a été suivie pour le dépôt du projet de loi n° 53 et le projet en discussion); p. 304;

**Affaires africaines. — PERSONNEL D'AFRIQUE**  
*(suite).*

Observation de M. ANCOT; p. 304;

ANCOT (concernant la concordance entre les textes français et néerlandais du projet); p. 304;

Observation de M. HARMEEL; p. 305;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (2 février 1961).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observation; p. 305.

*Art. 2.*

Intervention de MM. ANCOT et HARMEEL; les trois parties de l'article sont successivement adoptées;

L'article est adopté; pp. 305 à 307.

*Art. 3.*

Adopté sans observations; p. 307.

*Vote* (2 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 4 et 46 abstentions; p. 312.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**RUANDA-URUNDI.**
**BUDGETS.**

*Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 décembre 1960 ordonnant des virements de crédits au budget ordinaire du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959 et prolongeant la durée de validité des crédits de ce budget.*

*Doc. — N° 139: Exposé des motifs et projet de loi.*

*Projet de loi portant approbation de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits du budget des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959.*

*Doc. — N° 140: Exposé des motifs et projet de loi.*

**Affaires étrangères.**
**CANAL GAND-TERNEUZEN.**

*Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et du règlement de quelques questions connexes, et des Annexes, signés à Bruxelles le 20 juin 1960.*

*Doc. — N° 131: Rapport de M. Dehousse.*

*Ann. — Discussion générale* (15 février 1961).

Discours de MM. DEHOUSSE, rapp. (concernant la portée du traité, la quote-part de la Belgique dans le coût des travaux, la liaison Escaut-Rhin, le développement économique de toute la région de Terneuzen à Gand); p. 696;

CROMMEN (concernant l'accueil de la solution du problème à Gand, la part de la Belgique dans le coût des travaux, leur importance pour la région gantoise, la réalisation rapide de ces travaux); pp. 696, 697;

Observations de MM. LEYNEN et DEHOUSSE; p. 697;

E. CLAEYS (remercie tous ceux qui ont œuvré en vue d'apporter une solution équitable au problème du canal Gand-Terneuzen; concernant le timing des travaux, les droits de port); p. 697;

V. LEEMANS (concernant la liaison Escaut-Rhin); p. 698; Observations de MM. DEHOUSSE, JESPERS, DE BLOCK et DE WINTER; p. 698;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (15 février 1961).

Adopté sans observations; p. 698.

*Vote* (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 3 abstentions; p. 700.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## Affaires étrangères (suite).

## CONGO.

## BANQUE CENTRALE

*Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Congo, relative à la liquidation de la Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, du Protocole annexé à cette Convention et de l'échange de lettres, signés à New York le 15 novembre 1960.*

Doc. — N° 25 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 41 : Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique (13 décembre 1960).*

Adopté sans observations ; p. 40.

*Vote (13 décembre 1960).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 115 membres présents ; p. 40.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

## CONSEIL DE L'EUROPE.

*Proposition de loi relative à la procédure de désignation des représentants de la Belgique à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.*

Doc. — N° 6 : Proposition de loi de M. Struye.  
N° 130 : Rapport de M. Dehousse + Annexes.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 16 (7 décembre 1960).

*Discussion générale (15 février 1961).*

Discours de MM. DEHOUSSE, rapp. (concernant la méthode empirique suivie jusqu'à ce jour pour la désignation des représentants au Conseil de l'Europe, l'imputation des indemnités de mission des représentants sur le budget des Dotation des deux Chambres, le nombre de représentants effectifs et suppléants désignés par la Chambre et par le Sénat, la liaison de la durée du mandat européen à la durée du mandat législatif national, l'application de la représentation proportionnelle, la procédure de désignation des représentants à l'Assemblée parlementaire européenne) ; pp. 691, 692 ;

JESPERS (concernant l'information du Sénat au sujet des travaux des assemblées internationales, les indemnités aux représentants dans ces assemblées) ; p. 692 ;

Observation de M. LEYNEN ; p. 692 ;

LEYNEN (concernant l'utilité des assemblées internationales, l'information du Sénat au sujet de leurs travaux, les indemnités allouées aux représentants, la nécessité d'un contrôle de la technocratie internationale) ; p. 692 ;

Observations de MM. ROLIN, JESPERS et DEHOUSSE ; p. 692 ;

DOUTREPONT (concernant l'imputation des indemnités au budget des Chambres) ; p. 692 ;

ROLIN (concernant le rôle de contrôle qu'ont les délégués à l'Assemblée parlementaire européenne, le resserrement des liens entre les délégués belges et le parlement, le contrôle des dépenses internationales) ; p. 693 ;

Observations de MM. DE BLOCK et LEYNEN ; p. 693 ;

DEHOUSSE (concernant l'indemnité allouée aux délégués, la coordination des travaux entre les parlements nationaux et les assemblées internationales, la création d'une commission chargée des relations avec les diverses assemblées internationales, le caractère représentatif des délégués dans ces assemblées, leur élection au suffrage universel direct) ; pp. 693, 694 ;

Observations de MM. DOUTREPONT, ROLIN, LEYNEN et JESPERS ; pp. 693, 694 ;

MOLTER (concernant le contrôle des dépenses des organisations européennes) ; p. 694 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (15 février 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations ; p. 694.

## Affaires étrangères. — CONSEIL DE L'EUROPE (suite).

*Vote (15 février 1961).*

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 129 voix et 3 abstentions ; pp. 699, 700.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

## CONVENTION D'ETABLISSEMENT.

*Projet de loi portant approbation de la Convention européenne d'établissement et du Protocole signés à Paris, le 13 décembre 1955.*

Doc. — N° 159 : Rapport de M. Dehousse.

Ann. — *Discussion générale* (16 février 1961).

Intervention de M. DEHOUSSE ; p. 737.

*Discussion des articles* (16 février 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 737, 738.

*Vote (16 février 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents ; p. 748.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## DROIT MARITIME.

*Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :*

a) *Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence en matière d'abordage, signée à Bruxelles, le 10 mai 1952 ; b) Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, signée à Bruxelles, le 10 mai 1952 ; c) Convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles, le 10 mai 1952.*

Doc. — N° 102 : Rapport de M. Rolin + Annexe.

Ann. — *Discussion générale* (15 février 1961).

Discours de M. ROLIN, rapp. (concernant la limitation de l'application de la nouvelle loi uniforme aux ressortissants des Etats liés par la convention, la réserve de compétence en cas d'abordage survenu dans les eaux territoriales) ; p. 695 ;

La discussion générale est close.

*Vote d'une résolution (15 février 1961).*

La résolution reprise in fine du rapport de M. ROLIN est adoptée ; p. 695.

*Discussion de l'article unique (15 février 1961).*

Adopté sans observations ; p. 695.

*Vote (15 février 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 3 abstentions ; pp. 699, 700.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## FINANCES.

## ACCORD MONETAIRE EUROPEEN.

*Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :*

a) *Accord Monétaire Européen et Annexe, signés à Paris, le 5 août 1955 ; b) Protocole d'application provisoire de l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 5 août 1955 ; c) Protocole additionnel n° 2 portant amendement à l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 27 juin 1958 ; d) Protocole additionnel n° 3 portant amendement à l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 15 janvier 1960.*

Doc. — N° 73 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

## FORCES ARMEES.

## UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Ann. — Cinq recommandations adoptées par l'Assemblée au cours de la seconde partie de la sixième session ordinaire, qui s'est tenue à Paris, les 29 et 30 novembre et les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1960. — Transmises par le Président de l'Assemblée ; p. 124 (22 décembre 1960).

**Affaires étrangères (suite).****GUERRE.****VICTIMES CIVILES**

*Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de la guerre 1939-1945, signée à Bruxelles le 3 octobre 1957.*

Doc. — N° 42 : Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 69, 70.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; p. 99.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**VICTIMES DE PERSECUTIONS NATIONALES-SOCIALISTES**

*Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne sur les prestations à effectuer en faveur des ressortissants belges ayant été l'objet de mesures de persécutions nationales-socialistes, et de l'échange de lettres signés à Bonn le 28 septembre 1960.*

Doc. — N° 158 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — *Discussion générale* (16 février 1961).

Discours de MM. MOREAU de MELEN, rapp. (donne quelques explications sur la portée de l'accord) ; p. 755 ;

PONTUS (concernant le problème des incorporés de force des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith dans l'armée allemande, un rapport de M. TROCLET sur la question) ; pp. 755, 756 ;

GODIN (concernant la réparation des dommages subis par les incorporés de force dans l'armée allemande) ; p. 756 ;

DE WINTER (concernant les travaux de la section belgo-allemande de l'Union Interparlementaire à propos des questions encore en litige entre la Belgique et l'Allemagne) ; p. 756 ;

WIGNY, m.a.étr. (concernant le refus de l'Allemagne de prendre en considération le cas des incorporés de force) ; p. 756 ;  
La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (16 février 1961).

Adopté sans observations ; p. 756.

*Vote* (16 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents ; p. 757.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**IMPOTS.****IMPOTS SUR LES REVENUS**

*Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Canada en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur les revenus, signée à Ottawa le 10 avril 1958.*

Doc. — N° 43 : Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 70.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; p. 99.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Affaires étrangères (suite).****SECURITE SOCIALE.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, concernant la sécurité sociale des travailleurs frontaliers et du Protocole spécial, signés à Luxembourg le 16 novembre 1959.*

Doc. — N° 17 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (7 décembre 1960).

Adopté sans observations ; p. 32.

*Vote* (7 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 112 membres présents ; p. 32.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**TRAVAIL.****CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

Ann. — Texte des conventions internationales du travail n° 112, 113 et 114 concernant les pêcheurs, et de la recommandation n° 112 concernant les services de médecine du travail dans l'entreprise, adoptées à Genève par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 43<sup>e</sup> session, tenue du 3 au 25 juin 1959. — Transmis par le Ministre des Affaires étrangères ; p. 8 (8 novembre 1960).

**Agriculture.****PRETS AGRICOLES.****INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE**

*Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole.*

Doc. — N° 55 : Rapport de M. De Boodt.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (22 décembre 1960).

Adopté sans observations ; p. 135.

*Vote* (22 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents ; p. 140.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Ajournement. — V. Chambres législatives — Sénat.****Armée.****CONTINGENT.**

*Projet de loi fixant pour l'année 1961 le contingent de l'armée.*

Doc. — N° 14 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 31 : Rapport de M. Vandenberghe + Annexes.

Ann. — *Discussion générale* (7 décembre 1960).

Discours de MM. GILSON, m.d.n. (concernant les modifications fondamentales intervenues dans notre politique militaire : diminution des effectifs, suppression du contingent spécial, réduction des unités de réserve et diminution de la durée du temps de rappel) ; pp. 20, 21 ;

FLAMME (concernant l'appel des miliciens en une seule fois chaque année, l'augmentation du cadre des officiers et sous-officiers, l'envoi de miliciens en Allemagne et au Congo) ; p. 21 ;

VANDEBERGHE, rapp. (concernant l'appel des miliciens) ; p. 21 ;

GILSON, m.d.n. (concernant la diminution globale des effectifs, le nombre d'officiers et sous-officiers, la composition des forces combattantes, l'envoi de miliciens en Allemagne et au Congo) ; pp. 21 à 23 ;

Observations de M. FLAMME ; pp. 22, 23 ;

La discussion générale est close.

**Armée. — CONTINGENT (suite).**

*Discussion des articles* (7 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 23.

*Vote* (7 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 53; p. 30.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**MILICE.**

*Projet de loi modifiant les articles 16 et 63, § 4, des lois sur la milice.*

*Ann. — Discussion générale* (8 novembre 1960).

Discours de M. SLEDESENS, rapp. (concernant les raisons qui ont provoqué l'amendement du projet) p. 10;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (8 novembre 1960).

(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations; pp. 10, 11.

*Vote* (8 novembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 137 membres présents; p. 11.

Le projet de loi, amendé, est renvoyé à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi tendant à modifier les lois coordonnées sur la milice.*

*Doc. — N° 71*: Proposition de loi de M. Baert.

*N° 167*: Rapport de M. Sledsens.

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission*; p. 181 (24 janvier 1961).

**Art de guérir.****MEDECINE.**

*Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 1938, créant l'Ordre des Médecins.*

*Doc. — N° 107*: Exposé des motifs et projet de loi.

**PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET THERAPEUTIQUES.**

*Projet de loi relatif à la publicité en faveur des médicaments, des spécialités pharmaceutiques et des objets thérapeutiques.*

*Doc. — N° 166*: Rapport de M. Verhaest.

**Arts, sciences et lettres.****PRIX NOBEL.**

*Ann. — Exemple d'une circulaire concernant l'attribution du Prix Nobel de la Paix en 1961. — Transmis par le Ministre des Affaires étrangères à la demande du Comité Nobel du Parlement norvégien*; p. 158 (17 janvier 1961).

**B****Banque centrale. — V. Affaires étrangères/Congo.****Bâtiments scolaires. — V. Enseignement/Pacte scolaire.****Bourgmestres et échevins. — V. Communes.****Budgets. — Exercice 1961.****AFFAIRES AFRICAINES.**

*Budget du Ministère des Affaires Africaines pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XII*: Projet de loi + Annexes.

**AFFAIRES ECONOMIQUES.**

*Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XIV*: Projet de loi + Annexes.

*N° 46*: Amendement présenté par le gouvernement.

*N° 62*: Rapport de M. De Winter + Annexes.

*N° 69*: Amendements présentés par le Gouvernement.

*N° 72*: Amendement proposé par M. Leynen.

*N° 80*: Amendement présenté par le Gouvernement.

*Ann. — Discussion générale* (31 janvier 1961).

Discussion jointe de l'interpellation de M. NOEL au Ministre des Affaires économiques « sur les récentes décisions du Conseil national des Charbonnages qui rendent impossible le fonctionnement de la Société anonyme des Charbonnages du Borinage, créée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1960 ».

Discours de MM. DE WINTER, rapp. (concernant l'évolution économique favorable en 1960, les prévisions pour 1961, l'incidence des fluctuations conjoncturelles, le programme quinquennal d'expansion économique, la majoration des investissements productifs, la nécessité d'un équilibre des recettes et des dépenses publiques en vue d'éviter l'accroissement de la dette publique, le manque de capitaux à investir dans les nouvelles entreprises, l'orientation sélective de la production industrielle, les nouveaux investissements américains, la déclaration du nouveau Ministre des Finances des Etats-Unis, M. Dillon; les efforts en faveur de la recherche scientifique, la prospection des marchés); pp. 251 à 253;

de LOOZE, m.s.s.E.én. (concernant le problème de l'énergie, la nécessité d'une énergie bon marché, la structure énergétique profondément différente des six pays de la C.E.E., les différences dans les traités qui régissent les communautés, l'évolution très rapide du marché de l'énergie, les difficultés dans le domaine des prix de l'énergie, le rapport de l'inter-exécutif « énergie » des trois communautés, les mesures d'harmonisation et de sauvegarde proposées par l'interexécutif; les principes essentiels d'une politique énergétique, l'abaissement du coût de l'énergie, la détaxation du gaz et de l'électricité, la taxation des produits pétroliers, le maintien d'une sécurité d'approvisionnement, le stockage de produits pétroliers, la prospection pétrolière en Belgique, l'installation de raffineries en Belgique, la concession et l'exploitation de réserves de Campine, l'énergie nucléaire, le plan d'installation de réacteurs d'essai à Mol, les accords réalisés au sein de l'Euratom, la construction en commun d'une centrale de puissance entre la France et la Belgique, l'approvisionnement en gaz, le gaz naturel découvert à Groningue, le gaz du Sahara; le problème charbonnier, les stocks, le rendement du fonds, les importations des pays tiers, le chômage dans les mines, la prorogation des mesures d'isolement partiel du marché charbonnier belge, les décisions de la Haute Autorité de la C.E.C.A., les fermetures de puits qui doivent encore être réalisées, une campagne nationale pour l'utilisation du charbon, les réformes de structure des charbonnages; pp. 253 à 255, 258 à 265;

Observations de MM. DOUTREPONT, DONSE, P. DE SMET, DELBOUILLE, DE WINTER, DE BLOCK, LEY-  
NEN, NOEL, BUSIEAU et FLAMME; pp. 258 à 265;

DETHIER (concernant la gravité du problème charbonnier, la réduction de notre production, l'augmentation du rendement du fond en Belgique et dans la Ruhr, la réadaptation des salaires et la durée du travail dans les mines, la création d'une société nationale et de sociétés de bassins, l'esprit particulariste des patrons charbonniers, le problème de l'énergie, les fermetures de puits, le sort des mineurs étrangers); pp. 265 à 267;

WARNANT (concernant la répercussion économique des grèves, le produit national brut par habitant, les facteurs de ralentissement économique, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le climat social en Belgique, le niveau élevé des salaires, l'augmentation du revenu national escompté pour 1961, le développement des échanges intracommunautaires, les investissements, le climat de défaitisme en Belgique, la rentabilité de nos charbonnages, la balance des comptes, l'incidence des événements au Congo, l'assainissement des finances publiques); pp. 267 à 270;

Observations de MM. DE BLOCK et DOUTREPONT: n. 268.

**Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ECONOMIQUES (suite).**

*Reprise de la discussion générale (1<sup>er</sup> février 1961).*

Discours de MM. DE BLOCK (concernant la nécessité d'une politique d'expansion économique, l'augmentation de la production industrielle et du revenu national brut dans les six pays du Marché commun, les raisons du recul de l'économie belge, les réalisations des bureaux du plan en Italie, aux Pays-Bas et en France, l'aide à l'industrie en Belgique, les emplois nouveaux, l'augmentation du chômage, la formation d'un bureau de programmation, la nouvelle période de récession économique; l'énergie, le problème charbonnier, le prix de l'électricité, la production de l'énergie, la sécurité d'approvisionnement, le prix de l'énergie, la création d'un Institut national de l'énergie, la concurrence belgo-néerlandaise dans le domaine du pétrole, le pipe-line Marseille-Strasbourg-Karlsruhe, la formation d'ingénieurs, la recherche scientifique); pp. 274 à 279;

Observations de MM. VAN DER SCHUEREN, m.a.éc., ORBAN, de LOOZE, DEHOUSSE et DE WINTER; pp. 275 à 278;

LEYNEN (concernant la sauvegarde de l'avenir de l'exploitation minière en Campine, les difficultés d'investissement, le problème des réserves campinoises, la valorisation des charbons industriels du bassin campinois, la modernisation et le groupement des cokeries, la valorisation des charbons dans des centrales électriques dépendant des mines, l'octroi des avantages des lois d'expansion de 1959 à une centrale minière de Charleroi, la recherche scientifique dans le domaine du charbon); pp. 279 à 281;

Observations de MM. VAN DER SCHUEREN et DE BLOCK; pp. 279, 280;

VAN DER SCHUEREN, m.a.éc. (concernant la centrale minière de Charleroi); p. 281;

Observation de M. LEYNEN; p. 281;

L. DESMET (concernant la protection du titre d'expert comptable et de comptable, l'Institut des Réviseurs d'entreprises, l'enregistrement comptable, Refribel, le contrôle des produits alimentaires, la distribution en Belgique, la répartition des investissements entre la Flandre et la Wallonie, la fermeture d'entreprises de matériel roulant du Centre, les déficiences de cette région, la nécessité de réformes de structure); pp. 281 à 284;

Observations de MM. le PRESIDENT, ANCOT, VAN DER SCHUEREN, DE BOODT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. DE WINTER, BUSIEAU, LEMAL, ORBAN et ROLAND; pp. 281 à 284;

BUSIEAU (concernant le problème charbonnier, les fermetures de charbonnages, la création d'emplois nouveaux, la création de la Société des charbonnages du Borinage, la production de cette société, les charges imposées à la nouvelle société); pp. 284 à 286;

Observations de MM. le PRESIDENT, DE WINTER, ORBAN, de LOOZE et VAN DER SCHUEREN; pp. 285, 286;

de la VALLEE POUSSIN (concernant le respect de la qualification des réviseurs d'entreprises, la protection de la profession d'expert-comptable); pp. 286, 287;

Observation de M. L. DESMET; p. 287;

DELBUILLE (concernant les fermetures de charbonnages, l'exploitation des concessions de Campine, le prix du pétrole, le problème du service public de l'électricité, la part de l'industrie privée dans ce domaine, le prix de revient du kWh, l'autofinancement des investissements, le comité de gestion et le comité de contrôle créés à la suite des accords de la Table ronde de 1955, les intercommunales mixtes d'électricité, la baisse des prix en basse tension et en haute tension, la diminution du prix de revient, l'interview accordée à un journaliste par M. VAN DER SCHUEREN au sujet de l'avenir économique de la Wallonie, la répartition des nouveaux investissements et des nouveaux emplois entre les régions wallonne, flamande et brabançonne, la situation de la Wallonie dans la Belgique); pp. 287 à 293;

Observations de MM. ORBAN, DE BOODT, VAN DER SCHUEREN, de LOOZE, BARTELOUS, DOUTREPONT, VERSE, le PRESIDENT, DUVIEUSART, GODIN, RASSART et V. LEEMANS; pp. 287 à 293;

ROELANTS (concernant la prospection pétrolière en Campine, les retards dans l'examen des demandes de prospection, les conditions d'exploitation des terrains pétrolifères, le centre nucléaire de Mol); pp. 293, 294;

Intervention de M. de LOOZE; pp. 293, 294.

**Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ECONOMIQUES (suite).**

*Reprise de la discussion générale (2 février 1961).*

Discours de MM. NOEL (concernant la fermeture de puits au Borinage notamment de puits de la S.A. Charbonnages du Borinage, la pléthore de personnel supérieur dans cette société, la reprise par la nouvelle société des déficits des sièges anciens, la récupération des créances de l'Etat vis-à-vis des sociétés en fermeture et en liquidation, les industries nouvelles qui seront installées au Borinage); pp. 299 à 301;

Observation de M. VAN DER SCHUEREN; p. 300;

D. SMETS (concernant le secteur de la distribution, l'augmentation du nombre d'entreprises commerciales, le rôle parasitaire du commerce de gros, la situation dans le commerce d'appareils sanitaires, le prix des médicaments; les exportations, la nécessité de l'entente entre les producteurs, les possibilités de crédit, les divers organismes qui s'occupent d'expansion économique, le recensement général); pp. 314 à 318;

Observations de MM. VANDEPUTTE, DE WINTER, ORBAN et VAN DER SCHUEREN; pp. 315 à 318;

VANDEPUTTE (concernant la distribution; le nombre d'entreprises, les efforts de rationalisation et modernisation des commerçants, les dangers de la reconversion économique pour les détaillants); pp. 318, 319;

Observations de M. D. SMETS; pp. 318, 319;

L. DESMET (concernant le conseil qui aurait été donné à un industriel de Charleroi de transplanter ses installations en Flandre); p. 319;

VAN DER SCHUEREN, m.a.éc. (concernant l'amélioration de la situation économique, les perspectives d'évolution de la situation, la Belgique dans le Marché commun, la valorisation des revenus des travailleurs, le taux d'expansion de la production industrielle, la structure industrielle du pays, les répercussions de la perte du Congo sur l'économie belge, l'avenir économique de la Wallonie, les fermetures de charbonnages, la situation au point de vue sidérurgique, les pertes occasionnées par les récentes grèves, les résultats favorables obtenus dans le domaine charbonnier, le prix de l'électricité, les réalisations dans le domaine des investissements, la prospection à l'étranger, la recherche scientifique, les efforts en matière d'organisation de l'économie, l'expansion économique, le plan quinquennal, la détaxation de l'énergie, la réforme financière; répond aux orateurs et traite notamment de l'emploi, des experts comptables et du plan comptable, du contrôle des assurances, de la réforme de Refribel, de la distribution); pp. 319 à 325;

Observations de MM. ANCOT, DE BLOCK, ROLAND, DE WINTER, LEYNEN et DUVIEUSART; pp. 320 à 324;

de LOOZE, m.s.s.E.én. (répond aux orateurs et traite notamment de la fusion des charbonnages du Borinage, la fermeture du Rieu-du-Cœur, des créances de l'Etat à l'égard des charbonnages fusionnés, de la réduction du personnel dirigeant, des conditions de l'accord sur la fusion, de l'exploitation du réacteur de Mol, du prix de l'électricité, de l'intervention de l'Etat dans la construction des centrales de puissance nucléaires); pp. 325 à 327;

Observations de MM. NOEL, VAN DER SCHUEREN, DE WINTER, LEYNEN et le PRESIDENT; pp. 326, 327;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (2 février 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations; p. 328.

*Art. 2.*

Intervention de MM. ROLAND et VAN DER SCHUEREN; observation de M. DE WINTER; l'amendement du gouvernement est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 328, 329.

*Art. 3 à 19.*

Adoptés sans observations; p. 329.

*Art. 20.*

Intervention de M. VAN DER SCHUEREN; l'amendement de M. LEYNEN est retiré;

L'article est adopté, pp. 329 à 331.

*Art. 21 à fin du tableau.*

Adoptés sans observations; p. 331.

Les articles relatifs à la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge « Refribel » sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 331.

**Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ECONOMIQUES (suite).**

*Discussion des articles du projet de loi (2 février 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations; pp. 331 à 333.

*Vote (7 février 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 55; p. 344.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR.**

*Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-IX : Projet de loi + Annexe.*

N° 36: Rapport de M. De Grauw (Crédits: Commerce extérieur) + Annexe.

N° 63: Rapport de M. Moreau de Melen (Crédits: Affaires étrangères).

N° 84: Amendement proposé par M. de la Vallée Poussin.

*Crédits: Commerce extérieur.*

*Ann. — M. le PRESIDENT salue la présence de LL.AA.RR. le Prince Albert et la Princesse Paola; p. 75 (20 décembre 1960).*

*Discussion générale (20 décembre 1960).*

Discours de M. VAN OFFELEN, m.c.ext. (concernant les résultats de la mission au Mexique présidée par S.A.R. le Prince Albert, qu'il remercie; les objectifs de l'administration du Commerce extérieur, la présence belge sur les marchés étrangers, les missions commerciales en Amérique latine, en Iran et au Pakistan, l'augmentation des moyens du Fonds du Commerce extérieur, l'invitation de stagiaires étrangers en Belgique, les études de grands travaux dans certains pays en voie de développement, l'encouragement de l'édition de revues de présence belge, le renforcement des postes diplomatiques, la désignation de prospecteurs, l'institution des conseillers du commerce extérieur, le renversement des barrières douanières et contingentaires, l'Union économique Benelux, le Marché commun, les relations entre les Six, les Sept et les pays tiers, le financement des exportations, la coopération économique avec les pays en voie de développement); pp. 75 à 79;

S.A.R. le Prince ALBERT (concernant la présence belge à l'étranger, les missions commerciales, l'action des chambres de commerce belges à l'étranger); p. 79;

MM. DE GRAUW, rapp. (concernant l'augmentation de certains postes du budget, la nécessité d'étaler nos ventes à l'étranger et d'en diversifier la nature, les échanges avec les pays en voie d'expansion); pp. 79, 80;

MOLTER (concernant la réorganisation de nos services diplomatiques, les problèmes de l'infrastructure, la réalisation de la route E.3, l'exportation de produits de petites et moyennes entreprises, les pourparlers entre les Six et les Sept en particulier avec le Royaume-Uni, les difficultés de l'industrie diamantaire); pp. 80 à 82;

V. LEEMANS (concernant l'augmentation du Fonds du Commerce extérieur, l'accélération du Marché commun, la fusion des exécutifs des communautés, les rapports entre les Six et les Sept, la stabilité des prix des matières premières); pp. 82, 83;

Observations de MM. DOUTREPONT, DE WINTER et R. DESMEDT; pp. 82, 83;

DUVIEUSART (concernant la nécessité d'une politique d'expansion économique et d'assainissement monétaire en vue de poursuivre la politique d'expansion du commerce extérieur, l'intégration de la politique commerciale des Six, le rapport de M. Blaisse, les négociations en cours au G.A.T.T., les rapports entre les Six et les Sept, l'association avec la Grèce, l'attitude du gouvernement belge dans l'évolution de l'O.E.C.E., le problème politique dans les relations commerciales avec les pays en voie de développement); pp. 83, 84;

Observations de MM. MOREAU de MELEN, DEHOUSSE et ROLIN; pp. 83, 84;

DE WINTER (concernant l'augmentation des exportations et importations, l'importance capitale du commerce extérieur pour l'économie belge, le financement de projets de développement à l'étranger, les mesures proposées par les organismes professionnels et interprofessionnels en vue de promouvoir les exportations); pp. 84 à 86;

DOUTREPONT (concernant les « heffingen » sur le beurre hollandais, l'utilisation du Fonds du Commerce extérieur, le contrôle comptable des opérations); pp. 86, 87;

**Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).**

PAIRON (concernant les difficultés de l'industrie diamantaire, l'aide à l'exportation par les petites et moyennes entreprises, la discrimination en matière de transports routiers entre les pays de la C.E.E.); p. 87;

GODIN (concernant le recrutement de Belges rentrés du Congo en vue de l'envoi comme prospecteurs dans certains pays, les entreprises belges à l'étranger, les entreprises belges placées sous séquestre en Egypte); pp. 87, 88;

Observations de M. DOUTREPONT; pp. 87, 88.

*Reprise de la discussion générale (21 décembre 1960).*

Discours de M. VAN OFFELEN, m.c.ext. (répond aux orateurs et traite notamment de la présence belge dans les pays prospectés, des chambres de commerce belges à l'étranger, de l'accélération du Marché commun et de la fusion des exécutifs des communautés, d'une politique commerciale commune des Six, de l'association avec la Grèce, de Benelux et du problème du beurre, des rapports entre les Six et les Sept, de la nouvelle O.E.C.E., de l'aide technique aux pays d'outre-mer, de la stabilité des prix des matières premières, de l'action aux Etats-Unis, de l'augmentation du Fonds du Commerce extérieur, de la réorganisation du département, de l'Office belge du Commerce extérieur, des efforts en ce qui concerne les foires à l'étranger, de l'exportation de produits de petites et moyennes entreprises, des problèmes de la prospection, des efforts d'expansion vers les pays de l'Est, du financement des exportations et de la durée des crédits, du ducroire pour investissements, des nationalisations faites à l'étranger, des problèmes du diamant et des communications); pp. 90 à 95;

Observations de M. DE WINTER; p. 94;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (21 décembre 1960).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 95.

*Crédits: Affaires étrangères.*

*Discussion générale (24 janvier 1961).*

Discours de MM. WIGNY, m.a.étr. (concernant la politique étrangère à l'égard du Congo, le maintien de la présence belge au Congo et l'assistance belge, le passage d'un détachement de soldats congolais par le Ruanda-Urundi, le prétendu renforcement des troupes belges au Ruanda-Urundi, le transfert de M. Lumumba à Elisabethville, la capture de huit soldats belges égarés à la frontière du Ruanda-Urundi et du Congo, le départ de volontaires à destination du Katanga, la mission de l'O.N.U.; la collaboration avec l'O.N.U., la situation au Ruanda et dans l'Urundi; les communautés économiques européennes, l'accélération du Marché commun, la fusion des exécutifs, l'organisation des élections, la création de l'Europe politique; le problème de la tension mondiale, l'O.N.U., le rapprochement entre l'Est et l'Ouest, l'O.T.A.N. et la création d'une force de frappe; l'équilibre linguistique au département, l'affectation au département d'éléments ayant accompli une carrière africaine, la concentration des services à la place Poelaert, la remise en état du Palais d'Egmont, l'information de nos postes diplomatiques, le problème congolais); pp. 181 à 187;

Observations de MM. HARMEGNIES, BUSIEAU, ORBAN, VAN CAUWELAERT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, ROLIN, DEHOUSSE et de la VALLEE POUSSIN; pp. 181 à 187;

DEKEYZER (concernant les critiques formulées en Belgique et à l'étranger à l'égard de la politique étrangère belge, la présence d'officiers belges à la gendarmerie katangaise, les fonds secrets mis à la disposition du Ministre des Affaires africaines, le rétablissement des relations diplomatiques avec le Congo, la conférence des parlementaires de l'O.T.A.N., la reconnaissance de la république populaire de Chine, l'aide aux pays sous-développés, l'embarco sur certaines fournitures aux pays communistes, la liaison Escaut-Rhin, l'équilibre linguistique au département et en particulier dans la représentation diplomatique, l'attitude de la Belgique à l'égard de la discrimination raciale en Afrique du Sud); pp. 187 à 190;

Observations de MM. JESPERS, ANCOT et DE WINTER; pp. 187 à 189;

le baron NOTHOMB (concernant les récentes grèves, la fragilité de l'Etat devant la guerre subversive, le rappel énergique de l'O.N.U. à son devoir, la participation de la Belgique à la solidarité internationale, le rôle de la Belgique dans l'organisation atlantique, la conférence des parlementaires de l'O.T.A.N., la liaison Anvers-Rhin, l'établissement de Belges au Grand-Duché de Luxembourg, les problèmes qui intéressent l'Ardenne et l'Elifel, le rôle actif de la Belgique dans l'Europe des Six, l'augmentation du budget, l'équilibre lin-

### Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).

- quistique au département, la nomination de personnalités flamandes éminentes dans quelques grands postes); pp. 190 à 192;
- Observations de MM. BUSIEAU, ROLIN, ADAM et ORBAN; pp. 190 à 192.
- Reprise de la discussion générale (25 janvier 1961).*
- Discours de MM. ROLIN (concernant l'insuffisance de l'activité de la Belgique en vue du désarmement et de la cessation de la guerre froide, la question du contrôle du désarmement et de la priorité à accorder en matière de désarmement aux armes nucléaires ou aux armes classiques; le désarmement régional, le règlement pacifique des litiges avec les puissances de l'Est, l'O.T.A.N., la coopération économique entre les membres de l'O.T.A.N., la compétence politique de l'O.T.A.N., l'installation de rampes de lancement pour fusées; l'inflation du nombre des employés de la C.E.E., les prises de position belges à l'O.N.U. notamment dans la question de la représentation chinoise à l'O.N.U. et la question de l'apartheid, la solidarité entre les nations alliées dans les sessions de l'O.N.U., la menace d'un retrait de la Belgique des Nations Unies, la sécession du Katanga, la présence d'officiers belges dans la Force publique au Katanga, le départ de volontaires belges pour le Katanga, le passage de troupes congolaises par le Ruanda); pp. 203 à 208;
- Observations de MM. DEHOUSSE, LEYNEN, FLAMME, ORBAN et WIGNY; pp. 205 à 207;
- WIGNY, m.a.étr. (concernant le recrutement de volontaires, le passage de troupes congolaises au Ruanda); p. 208;
- Observations de MM. ROLIN et FLAMME; pp. 208, 209;
- GILLON (concernant les prises de position belges à l'O.N.U., le passage de troupes congolaises par le territoire ruandais, les imputations de certains pays à l'égard de la Belgique); p. 209;
- PHOLIEN (concernant la rivalité Est-Ouest, la situation actuelle au Congo, la réorganisation du Congo, l'impuissance de l'O.N.U., le danger d'établissement d'une base communiste au centre de l'Afrique, la nécessité du soutien du Katanga, un Congo fédéral ou confédéral, le passage de toute aide au Congo par l'O.N.U., la caution de l'O.T.A.N.); pp. 209 à 212;
- Observations de MM. FLAMME, le PRESIDENT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. ROLIN et ORBAN; pp. 209, 210;
- DEHOUSSE (concernant la menace de retrait de l'O.N.U., l'action des Nations Unies au Congo, l'emploi de la Force d'urgence; les problèmes européens: fusion des exécutifs, élections européennes, université européenne; la conférence au petit sommet à Paris en février, l'urgence de l'octroi d'un statut officiel à la conférence de parlementaires de l'O.T.A.N., la suppression de l'Assemblée de l'U.E.O., la nécessité d'une communauté politique d'abord sur le plan européen ensuite au sein de l'O.T.A.N.; le problème des voies d'eau entre la Belgique et les Pays-Bas; la politique du nouveau président des Etats-Unis; l'assistance aux pays en voie de développement, la formation de cadres africains, l'aspect financier de l'assistance, la formule d'aide multilatérale, le passage de l'aide par le canal des Nations Unies); pp. 212 à 215;
- Observations de MM. FLAMME, R. HOUBEN, ANCOT, ORBAN et WIGNY; pp. 212 à 214;
- VAN CAUWELAERT (concernant la réduction des effectifs des troupes belges au Ruanda-Urundi, la protection des blancs au Congo, l'utilisation d'anciens fonctionnaires du Congo par le département des Affaires étrangères, la coopération supranationale en Afrique noire, le problème du Ruanda-Urundi, l'équilibre linguistique au département, l'information de l'O.N.U. au sujet de notre politique à l'égard du Congo); pp. 215, 216;
- Observation de M. DE WINTER; p. 216;
- NOEL (concernant le conformisme atlantique de la Belgique, l'isolement de la Belgique à l'O.N.U., le recrutement de volontaires belges pour le Katanga, l'aide apportée aux troupes congolaises à l'occasion de leur passage en territoire ruandais, le transfert de M. Lumumba à Elisabethville, le rapatriement des officiers belges de la gendarmerie katangaise); pp. 216 à 218;
- Observations de MM. ANCOT, WIGNY, DEHOUSSE et ROLIN; pp. 217, 218;
- DE WINTER (concernant l'équilibre linguistique dans les services centraux et extérieurs du département, la nécessité de mesures exceptionnelles, la situation actuelle, la nomination d'anciens fonctionnaires coloniaux du rôle flamand, la nomination, dans la première classe, de personnalités flamandes choisies hors du département); pp. 218 à 220;
- Observations de MM. ORBAN et WIGNY; pp. 219, 220.

### Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).

*Reprise de la discussion générale (26 janvier 1961).*

- Discours de MM. de la VALLEE POUSSIN (concernant la nécessité de l'O.N.U. et de notre présence à l'O.N.U., la collaboration avec l'O.N.U. au Congo, la création d'une université européenne, la politique commune européenne, la révision de la politique à l'égard des pays en voie de développement, la formation de cadres dans ces pays, le problème des matières premières, la stabilisation des prix, le discours du président Kennedy, le désarmement); pp. 223 à 225;
- Observations de MM. DEHOUSSE et BUSIEAU; p. 224;
- MOREAU de MELEN, rapp. (concernant le discours du président Kennedy, les attaques contre la Belgique à l'O.N.U., les griefs formulés contre la Belgique, le deuxième rapport Dayal, la position du secrétaire général, la question du retrait éventuel de la Belgique de l'O.N.U., la détérioration de la situation actuelle au Congo, la libération des soldats belges détenus au Kivu); pp. 226 à 228;
- Observations de MM. DEHOUSSE, ORBAN et ROLIN; pp. 226, 228;
- WIGNY, m.a.étr. (répond aux orateurs et traite notamment de la médiocrité du budget, de l'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN proposant un crédit pour l'Union des associations internationales, des relations entre l'Est et l'Ouest, de sa position à l'égard de l'O.N.U., des votes émis par la Belgique à l'O.N.U., du désarmement, du sort des Belges au Congo, de la libération des militaires belges arrêtés à la frontière du Ruanda et du Kivu, de l'O.T.A.N., du problème du Congo, des interventions militaires au Congo, des relations entre le Ruanda, l'Urundi et le Congo, de l'assistance aux pays en voie de développement, des problèmes de Benelux, de la question de l'approbation des traités, de l'équilibre linguistique au département); pp. 230 à 235;
- Observations de MM. DEHOUSSE, BUSIEAU, DE BOODT, ORBAN, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN, le PRESIDENT, ROLIN, DE WINTER et le baron NOTHOMB; p. 230 à 235;
- BUSIEAU (concernant les préjugés dont la Belgique a été victime, les votes émis par la Belgique à l'O.N.U., la nécessité de l'O.N.U., le maintien de la possibilité de discuter les conséquences des engagements souscrits); pp. 235, 236;
- Observations de MM. ORBAN, ROLIN, DEHOUSSE, le PRESIDENT et MOREAU de MELEN; pp. 235, 236;
- FLAMME (concernant la reconnaissance de la Chine communiste, l'immunité fiscale des fonctionnaires européens, les émoluments et indemnités des ambassadeurs et du personnel des ambassades); pp. 236, 237;
- Observations de MM. ORBAN, le PRESIDENT et DEHOUSSE; pp. 236, 237;
- ROLIN (concernant le désarmement, la politique belge au Congo); pp. 237, 238;
- WIGNY, m.a.étr. (répond aux orateurs et traite notamment des votes émis par la Belgique à l'O.N.U., de la reconnaissance de la Chine communiste, de l'O.T.A.N., des traitements et indemnités octroyés au personnel diplomatique, de la politique belge à l'égard du Congo); pp. 238, 239;
- Observations de M. ROLIN, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. FLAMME et BUSIEAU; pp. 238, 239;
- FLAMME (concernant des déséquilibres dans les sommes allouées aux diplomates); p. 239;
- le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN (concernant les traitements et indemnités de poste des diplomates); pp. 239, 240;
- Observations de MM. ROLIN et le PRESIDENT; p. 240;
- MOLTER (concernant le problème du statut des fonctionnaires internationaux); p. 240;
- de la VALLEE POUSSIN (concernant les recommandations faites au comité des Ministres de l'U.E.O. en décembre 1960, la recommandation relative à l'adhésion de la Grande-Bretagne aux communautés européennes); pp. 240, 241;
- Observations de MM. le PRESIDENT et WIGNY; pp. 240, 241;
- La discussion générale est close.
- Discussion des articles du tableau (26 janvier 1961).*
- Art. 1<sup>er</sup> à 24.
- Adoptés sans observations; p. 241.
- Art. 25.
- Intervention de MM. de la VALLEE POUSSIN, le PRESIDENT et WIGNY; le vote sur l'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN et sur l'article est réservé; pp. 241, 242.

**Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).**

*Art. 26 à fin du tableau.*

Adoptés sans observations; p. 242.

*Discussion des articles du projet de loi (26 janvier 1961).*

Les articles sont réservés; p. 242.

*Vote sur l'amendement et les articles réservés (31 janvier 1961).*

*Art. 25 du tableau.*

L'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 255, 256.

*Art. 1<sup>er</sup> à 7 du projet de loi.*

Adoptés sans observations; p. 256, 257.

*Vote (31 janvier 1961).*

M. DE WINTER justifie son vote; p. 257;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 49 et 3 abstentions; p. 257.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**AGRICULTURE.**

*Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XIII : Projet de loi.*

N° 68 : Rapport de M. Estienne + Annexe.

N° 75 : Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 96 : Amendement proposé par M. Gh. Leemans.

*Ann. — Discussion générale (15 février 1961).*

Discours de MM. WILLEMS (concernant la compétence trop limitée du département de l'Agriculture, les céréales fourragères, les difficultés du secteur laitier, l'abaissement du prix du beurre, le prix des terres et des fermages, le crédit à l'agriculture); pp. 700 à 702;

SOBRY (concernant la rentabilité insuffisante de l'agriculture, la valorisation des céréales fourragères, l'orge de brasserie, la valorisation des produits laitiers, la création d'un Institut économique agricole, l'enseignement post-scolaire agricole, l'assainissement de terres humides, le canal de l'Yser, le remembrement, le pouvoir concurrentiel de l'agriculture belge, les investissements, l'assainissement du cheptel); pp. 702 à 704;

Observation de M. DE BLOCK; p. 704;

DE BLOCK (concernant le standing de vie de l'agriculteur, la promotion du remembrement, l'exportation des surplus agricoles, l'assainissement des terres, le problème du beurre, le tabac, le prix des engrais chimiques); pp. 704 à 706;

Observations de MM. HEGER, m.a. et DE BOODT; pp. 705, 706;

MONDELAERS (concernant la légère amélioration dans l'agriculture en 1960, la baisse de l'indice de la production agricole, l'importance de l'élevage dans le Limbourg, le problème du beurre, la fraude, la situation dans le secteur horticole, le revenu insuffisant de l'agriculteur, le problème des débouchés, l'Institut économique agricole, la recherche scientifique, les investissements dans l'agriculture, l'infrastructure agricole); pp. 706 à 709.

*Reprise de la discussion générale (16 février 1961 — matin).*

Discours de MM. SLEDSSENS (concernant les problèmes sociaux de l'agriculture, la diminution de la population agricole active, l'adaptation de l'enseignement agricole, l'assainissement et le remembrement des terres, l'organisation du service de l'hydraulique agricole, la réorientation de l'activité de ce service); pp. 718 à 720;

HOUGARDY (concernant les problèmes de la viticulture, la reconversion des petites exploitations viticoles, la qualité du raisin); pp. 720, 721;

Gh. LEEMANS (concernant l'accession des agriculteurs à la propriété de la terre, le remembrement, le mouvement coopératif agricole, le développement de l'enseignement professionnel et technique, le problème du crédit); pp. 721, 722;

DEKEYZER (concernant la pêche maritime, la valorisation du poisson, la commission de la recherche scientifique pour la pêche maritime, le problème des eaux territoriales, l'épuisement des terrains de pêche, les débouchés, l'incidence de l'intégration européenne, la recherche de nouveaux terrains de pêche, la consommation de poisson, l'octroi d'une rente de « chevrons de front » aux pêcheurs qui ont assuré le ravitaillement de la Belgique pendant la guerre); p. 722 à 725;

**Budgets. — Exercice 1961. — AGRICULTURE (suite).**

MARLIER (concernant le standing de vie dans l'agriculture, le problème du beurre, la concurrence de la margarine, le problème betteravier); p. 725;

DEMARNEFFE (concernant le remembrement, la fraude du beurre, la commercialisation des produits agricoles, l'étude scientifique dans le domaine de la production, la conservation des fruits, les débouchés, l'octroi de crédits à très bas taux d'intérêt, les coopératives pour le stockage de froment); pp. 725 à 727;

Observation de M. ESTIENNE; p. 725;

G. BREYNE (concernant la réforme foncière, le droit de préemption du fermier, la fixation d'un prix maximum des terres, la sécurité d'existence du fermier, l'assainissement des terres, la situation de l'agriculture belge par rapport à celle des pays voisins, le Marché Commun, la rétribution insuffisante du travail de l'agriculteur, les bénéfices réalisés par les intermédiaires, le problème du houblon); pp. 727 à 729;

Observations de M. DE BOODT; pp. 727 à 729.

*Reprise de la discussion générale (16 février 1961 — après-midi).*

Discours de MM. R. DESMEDT (concernant le revenu de l'agriculture, l'indice agricole, les exportations agricoles, l'excédent de froment, sucre et beurre, la fraude du beurre, la chicorée, l'exportation de pommes de terre et de porcs, l'information des agriculteurs, la valorisation des céréales fourragères); pp. 738 à 740;

ROELANTS (concernant la politique en matière de céréales fourragères, les difficultés qu'elle provoque pour les éleveurs de volaille); pp. 757, 758;

SCHEIRE (concernant l'importance de l'élevage dans la région sablonneuse de la Flandre, les progrès réalisés dans l'élevage bovin, l'activité des laiteries coopératives, la valorisation de la production laitière, le prix du lait, la révision de la législation sur le beurre et la margarine, le secteur porcin, l'élevage de volailles, le démergement de nombreuses terres agricoles, l'amélioration des étables); pp. 758 à 760;

MOULIN (concernant le remembrement, le prix des terres); pp. 760, 761;

HEINE (concernant l'arrêté ministériel du 16 décembre 1960 relatif à l'importation de sucres congolais, la concurrence de la margarine, les nouvelles charges fiscales que va supporter l'agriculture); p. 761;

Observations de MM. HEGER, m.a., DE WINTER et MULLIE; p. 761.

**CLASSES MOYENNES.**

*Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XV : Projet de loi + Annexes.*

N° 24 : Rapport de M. Vandeputte.

N° 45 : Amendement proposé par M. Roland.

*Ann. — Motion d'ordre (13 décembre 1960).*

M. DOUTREPONT demande que le vote des budgets soit réservé jusqu'au moment du vote sur la loi unique;

Intervention de MM. le PRESIDENT, HARMEGNIES et VANDEN BOEYNANTS, m.c.m.; pp. 36, 37.

*Discussion générale (13 décembre 1960).*

Discours de MM. VANDEPUTTE, rapp. (rend hommage au ministre; concernant l'œuvre accomplie par les organisations de classes moyennes, la nécessité d'un département efficacement organisé en vue d'aboutir à une coopération satisfaisante entre l'autorité et les organisations libres, la sécurité sociale des indépendants, la formation et le perfectionnement professionnels); pp. 37 à 39;

VANDEN BOEYNANTS, m.c.m. (concernant la formation professionnelle, la mise en application de la législation sur l'accès à la profession, le repos hebdomadaire, l'Institut d'études économiques et sociales des classes moyennes, la pension des travailleurs indépendants, le crédit aux classes moyennes, l'évolution dans la distribution, la carte économique, le cadre du département et du cabinet, le rôle joué dans le pays par les petites et moyennes entreprises); pp. 41 à 45;

Observations de M. MOULIN; pp. 42, 43;

WIARD (concernant l'incidence de la loi unique sur le secteur de la distribution, les ventes en solde et ventes avec primes); p. 45;

**Budgets. — Exercice 1961. — CLASSES MOYENNES**  
*(suite).*

- HOUGARDY (concernant l'augmentation des charges fiscales et sociales, la remise du recensement général, la formation professionnelle, la politisation de ce secteur, le Centre national d'expansion économique, les allocations familiales, l'égalité en matière fiscale) ; pp. 45 à 47 ;
- Observations de MM. VANDEN BOEYNANTS, MACHTENS, FLAMME, DIA, VANDEPUTTE, DOUTREPONT et MOULIN ; p. 46 ;
- VANDEN BOEYNANTS, m.c.m. (répond à M. HOUGARDY) ; p. 47 ;
- Observations de MM. HOUGARDY, D. SMETS, MOULIN ; p. 47 ;
- SANTENS (concernant l'augmentation des crédits demandés pour le budget, la concurrence déloyale, le statut social des apprentis) ; pp. 47, 48 ;
- ROLAND (concernant la pension des travailleurs indépendants, les carrières mixtes, l'incidence de la fermeture d'usines et de charbonnages sur les classes moyennes) ; pp. 48, 49 ;
- Observations de MM. MOULIN, DE WINTER, le PRÉSIDENT et VERHAEST ; pp. 48, 49 ;
- VERHAEST (concernant l'accès à la profession, l'équilibre linguistique à l'Office des pensions pour indépendants) ; pp. 49, 50 ;
- MOULIN (concernant la pension des travailleurs indépendants, les lenteurs dans l'examen des demandes de pension) ; p. 50 ;
- Observations de M. VANDEN BOEYNANTS ; p. 50 ;
- PAIRON (concernant l'ouverture de nombreuses nouvelles entreprises commerciales par des étrangers, en particulier des Chinois et des Indonésiens) ; pp. 50, 51 ;
- VANDEN BOEYNANTS, m.c.m. (répond aux orateurs et traite notamment de la vente avec primes, de la pension des indépendants, de l'accès à la profession, de la non-agrégation d'un secrétariat d'apprentissage à Huy) ; p. 51 ;
- Observation de M. VANDEPUTTE ; p. 51 ;
- La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (21 décembre 1960)

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations ; p. 97.

*Art. 2.*

L'amendement de M. ROLAND et consorts est rejeté ;  
L'article est adopté ; p. 97.

*Art. 3 à fin du tableau.*

Adoptés sans observations ; p. 97.

*Discussion des articles du projet de loi* (21 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 97, 98.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 43 et 2 abstentions ; p. 98.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**COORDINATION DES REFORMES INSTITUTIONNELLES.**

*Budget des Services du Ministre de la Coordination des réformes institutionnelles pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XXV : Projet de loi.*

*Ann. — Renvoi à la commission de Révision constitutionnelle ; p. 10 (8 novembre 1960).*

**COORDINATION ECONOMIQUE.**

*Budget des Services du Ministre de la Coordination économique pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XXIV : Projet de loi.  
N° 29 : Rapport de M. V. Leemans.*

*Ann. — Renvoi à la commission des Affaires économiques ; p. 10 (8 novembre 1960).*

**Budgets. — Exercice 1961. — COORDINATION ECONOMIQUE**  
*(suite).*
*Discussion générale* (14 décembre 1960).

Discours de MM. DE BLOCK (concernant l'opportunité de la création du nouveau département ministériel, les efforts de coordination économique au cours des vingt-cinq dernières années ; les conditions nécessaires à la réalisation d'une coordination : un programme, les pouvoirs nécessaires, la collaboration des employeurs) ; pp. 54 à 56 ;

V. LEEMANS, rapp. (concernant la fonction du Ministre de la Coordination économique, l'instauration d'un budget fonctionnel, la nécessité d'une documentation statistique actuelle, le bureau de programmation économique, le projet relatif aux investissements pour les travaux publics) ; pp. 56, 57 ;

Observations de MM. DE BLOCK et ROLIN ; pp. 56, 57 ;

DEQUAE, m.c.éc. (concernant la nécessité de la coordination économique, le fractionnement des compétences et les tendances divergentes des départements, la programmation indicative et l'orientation économique, les exemples dans certains pays étrangers, la compétence du Ministre de la Coordination économique, la tâche du Comité ministériel de coordination économique, le budget fonctionnel, le Bureau de programmation, le Comité national d'expansion, la définition des objectifs à atteindre, le plan de quinze ans pour le développement de l'infrastructure) ; pp. 57 à 61 ;

Observations de MM. ROLIN, SOBRY, DE BLOCK, DOUTREPONT, V. LEEMANS et VAN BUGGENHOUT ; pp. 57 à 60 ;

DE WINTER (concernant l'absence de données statistiques actuelles, l'organisation du recensement général, le Bureau de programmation) ; p. 61 ;

Observations de MM. VREVEN, m.c.r.i. et VERMEYLEN ; p. 61 ;

DEQUAE, m.c.éc. (concernant le recensement général du commerce et de l'industrie, la coopération des employeurs) ; pp. 62, 63 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (14 décembre 1960).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 63.

*Discussion des articles du projet de loi* (14 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations ; p. 63.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 43 et 2 abstentions ; p. 98.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**DETTE PUBLIQUE.**

*Budget de la Dette Publique pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-II : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Discussion générale* (14 février 1961).

Discours de MM. GODIN (concernant la charge imposée à l'Etat par la dette publique, son augmentation, la nécessité d'une compression ; les dépenses provoquées par les expropriations) ; pp. 645, 646 ;

VAN HOUTTE, m.f. (concernant l'augmentation de la dette publique, l'accélération de cette augmentation, les causes) ; pp. 646, 647 ;

Observations de M. GODIN ; p. 646 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (14 février 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 647.

*Discussion des articles du projet de loi* (14 février 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; p. 647.

*Vote* (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 48 et 4 abstentions ; p. 698.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Budgets. — Exercice 1961 (suite).****FINANCES.**

*Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XXII: Projet de loi.  
N° 38: Rapport de M. Van Laeys + Annexes.*

*Ann. — Discussion générale (17 janvier 1961).*

Observations de MM. VERMEYLEN, le PRESIDENT, DE BOODT et VAN HOUTTE; p. 163;

Discours de MM. VAN LAEYS, rapp. (concernant la simplification de la fiscalité, la complexité de la déclaration fiscale, la taxation des travailleurs indépendants, le cumul d'impôts); pp. 163, 164;

VAN HOUTTE, m.f. (répond à M. VAN LAEYS); p. 165; La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (17 janvier 1961).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 165.

*Discussion des articles du projet de loi (17 janvier 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations; pp. 165, 166.

*Vote (26 janvier 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 98 voix contre 55 et 1 abstention; p. 229.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**FONCTION PUBLIQUE ET AFFAIRES CULTURELLES.**

*Budget du Ministre de la Fonction publique et du Ministre Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XXIII: Projet de loi + Annexes.*

N° 52: Amendement présenté par le gouvernement (Crédits: Fonction publique).

N° 168: Rapport de M. Custers (Crédits: Affaires culturelles).

*Ann. — Renvoi à la commission des Affaires culturelles pour les crédits relatifs au Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles et à la commission de Révision constitutionnelle pour les crédits relatifs au Ministre de la Fonction publique; pp. 9, 10 (8 novembre 1960).*

**INSTRUCTION PUBLIQUE.**

*Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XX: Projet de loi.*

**JUSTICE.**

*Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-VII: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.**

*Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-V: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles du tableau (14 février 1961).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 647.

*Discussion de l'article unique du projet de loi (14 février 1961).*

Adopté sans observations; p. 647.

*Vote (15 février 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 48 et 4 abstentions; p. 698.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Budgets. — Exercice 1961 (suite).****PENSIONS.**

*Budget des Pensions pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-III: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**PREVOYANCE SOCIALE.**

*Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XIX: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.**

*Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XXVI: Projet de loi + Annexes.*

**TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.**

*Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-XVII: Projet de loi + Annexes.*

N° 112: Amendement présenté par le Gouvernement.

**VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES.**

*Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes Extraordinaires pour l'exercice 1961.*

*Doc. — N° 5-I: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**Budgets. — V. aussi Affaires africaines/Ruanda-Urundi.****Bureau définitif. — V. Chambres Législatives — Sénat.****C****Caisse d'amortissement. — V. Finances/Dette publique.****Caisse générale d'Épargne et de Retraite.**

*Ann. — Compte rendu des opérations et de la situation de la Caisse pour l'année 1959. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 181 (24 janvier 1961).*

**Canal Gand-Terneuzen. — V. Affaires étrangères.****Catastrophes et accidents.**

*Ann. — M. le PRESIDENT:*

Rend hommage aux victimes de la catastrophe de Jupille; M. EYSKENS, p.m., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement; p. 336 (7 février 1961); M. le PRESIDENT communique la lettre reçue du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Jupille remerciant le Sénat pour

**Catastrophes et accidents (suite).**

la sympathie témoignée à l'occasion de la catastrophe ; p. 418 (9 février 1961) ;

Rend hommage aux victimes de la catastrophe de Glain ; M. SERVAIS, m.p.s., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 552 (13 février 1961) ;

Rend hommage aux victimes de la catastrophe aérienne de Kampenhout ; M. SEGERS, m.c., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 668 (15 février 1961).

**Chambres Législatives.**

*Ann.* — M. le **PRESIDENT** annonce que, par message du 8 novembre 1960, la Chambre des Représentants fait connaître qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour ; p. 16 (7 décembre 1960).

**Chambres Législatives — Sénat.****AJOURNEMENT.**

*Ann.* — Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure ; p. 154 (22 décembre 1960).

**BUREAU DEFINITIF.**

*Ann.* — *Nomination du bureau définitif* (8 novembre 1960).

M. P. DE SMET propose la reconduction du bureau sortant et le remplacement de M. DERBAIX, Secrétaire, décédé, par Mme GERBEHAYE-Vve LEHOUCQ ; sont réélus : Président, M. STRUIYE ; Premier Vice-Président : M. CROMMEN ; Deuxième Vice-Président : M. MOREAU de MELEN ; Troisième Vice-Président : M. COULONVAUX ; Secrétaires : MM. JESPERS, MOULIN, CRAEYBECKX, YERNAUX, DEMARNEFFE et Mme GERBEHAYE-Vve LEHOUCQ ; Questeurs : MM. DOUTREPONT, VAN BUGGENHOUT, HARMEGNIES, DE MAN et OBLIN ; p. 4.

**COMMISSIONS PERMANENTES.**

*Ann.* — Modification dans la composition de plusieurs commissions ; pp. 6, 7 (8 novembre 1960).

Modification dans la composition des commissions du Commerce extérieur, des Affaires économiques, de l'Agriculture, des Travaux publics, des Naturalisations ; p. 154 (22 décembre 1960).

Modification dans la composition des commissions de l'Instruction publique, de la Santé publique et de la Famille, de la Vérification des pouvoirs ; p. 333 (2 février 1961).

**DECES.**

*Ann.* — M. le **PRESIDENT** :

Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur VAN OUDENHOVE ; M. VAN HOUTTE, m.f., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 6 (8 novembre 1960) ;

Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur VAN PETEGHEM ; M. VANDEN BOEYNANTS, m.c.m., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; pp. 39, 40 (13 décembre 1960) ;

Annonce le décès de M. Albert Carnoy, ancien sénateur et ancien ministre ; p. 158 (17 janvier 1961) ;

Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur DETAEVERNIER ; M. de LOOZE, m.s.s.E.én., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 251 (31 janvier 1961) ;

Annonce le décès de MM. Albert Renard et Edmond Van Die-  
ren, anciens sénateurs ; p. 251 (31 janvier 1961) ;

**Chambres Législatives — Sénat (suite).****DIVERS.**

*Ann.* — M. V. LEEMANS rend hommage à M. DOUTREPONT et met l'accent sur son grand souci de la bonne gestion des finances publiques ; M. le **PRESIDENT** s'associe aux paroles de M. V. LEEMANS et souligne les services que M. DOUTREPONT a rendus au Sénat comme questeur et comme président du collège des questeurs ; MM. GILLON, VAN HOUTTE, m.f., VERMEYLEN et P. DE SMET s'associent également à l'hommage rendu à M. DOUTREPONT ; M. DOUTREPONT déclare qu'il a simplement fait son devoir en conscience ; pp. 629, 630 (14 février 1961).

**INCIDENTS.**

*Ann.* — M. VERMEYLEN déclare ne pas pouvoir accepter les paroles de M. CUSTERS, qui a qualifié de manœuvre l'amendement de M. VERMEYLEN ; observations de MM. le **PRESIDENT**, ROLIN, DUA et DE BLOCK ; p. 459 (10 février 1961).

**LISTES.**

*Doc.* — N° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.

N° 2 : Liste des membres du Sénat.

N° 3 : Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.

N° 4 : Liste des commissions permanentes du Sénat.

N° 169 : Liste des projets et propositions de loi considérés comme non avenus par suite de la dissolution des Chambres.

**ORDRE DES TRAVAUX.**

*Ann.* — Le projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (loi unique) est renvoyé à diverses commissions ; intervention de MM. le **PRESIDENT**, ROLIN, HARMEGNIES et LEMAL ; pp. 8 et 9 (8 novembre 1960).

M. le **PRESIDENT** déplore les retards dans le dépôt des budgets et la lenteur de leur discussion ; observations de MM. DUVIEUSART, VERMEYLEN, MOUREAUX, m.i.p., MUL-LIE et DE BLOCK ; p. 108 (21 décembre 1960).

M. ROLIN demande que la discussion du budget des Finances, ainsi que celle de tous les autres budgets, soient ajournées jusqu'à ce que soit terminé l'examen du projet de loi unique ; intervention de MM. le **PRESIDENT**, DOUTREPONT et P. DE SMET ; observations de MM. VERMEYLEN et BUSIEAU ; la proposition d'ajournement de la discussion du budget des Finances est rejetée ; l'ajournement de la discussion du budget des Affaires économiques est décidé ; pp. 159, 160 (17 janvier 1961).

M. le **PRESIDENT** déclare que les commissions poursuivront le lendemain et le surlendemain l'examen du projet de loi unique ; M. de la VALLEE POUSSIN estime que, l'intérêt public commandant que le projet de loi unique soit voté le plus rapidement possible, il conviendrait que les commissions siègent sans désespérer jusqu'à épuisement de la discussion ; M. le **PRESIDENT** constate que le Sénat est unanime à souhaiter qu'une décision intervienne dans un délai aussi rapproché que possible ; p. 169 (17 janvier 1961).

Intervention de MM. VAN DER SCHUEREN, m.a.éc., et le **PRESIDENT** (concernant la procédure de discussion du projet de loi unique) ; p. 286 (1<sup>er</sup> février 1961).

Intervention de MM. le **PRESIDENT**, DE BLOCK et DE WINTER (au sujet de la discussion du projet de loi unique) ; p. 333 (2 février 1961).

M. VERMEYLEN demande que le Sénat ne siège pas le lendemain matin, plusieurs commissions devant se réunir : il estime qu'il était inopportun de décider que le Sénat siégerait le vendredi ; intervention de MM. le **PRESIDENT**, ROLIN, P. DE SMET, CUSTERS, VAN DEN STORME et HARMEGNIES ; p. 337 (7 février 1961).

M. le **PRESIDENT** estime indispensable de décider la prolongation de la séance de l'après-midi du lendemain étant donné le grand nombre d'orateurs inscrits dans la discussion du projet de loi unique ; intervention de MM. ROLIN et VERMEYLEN ; observations de MM. DOUTREPONT et DE BLOCK ; p. 354 (7 février 1961).

## Chambres Législatives — Sénat. — ORDRE DES TRAVAUX (suite).

- M. le **PRESIDENT** propose de prolonger la séance jusque vers 20 heures et de se réunir le lendemain matin et après-midi, avec séance prolongée jusqu'à la fin du débat; il propose un ordre du jour pour la semaine suivante; intervention de MM. **ROLIN**, **VERMEYLEN**, **EYSKENS**, p.m. et **P. DE SMET**; observations de MM. **HARMEGNIÉS**, **DOUTREPONT**, **TROCLET**, **DEKEYZER** et **YERNAUX**; la proposition de M. **ROLIN** (tendant à faire décider que le Sénat ne siègerait aujourd'hui et demain que jusqu'à 19 heures) est rejetée (vote nominatif); pp. 425 à 428 (9 février 1961).
- M. le **PRESIDENT** déclare qu'il résulte de l'échange de vues auquel il a procédé avec les trois chefs de groupes, les trois vice-présidents et les membres du gouvernement, qu'il serait utile de suspendre la séance pour permettre aux groupes de se concerter; pp. 532, 533 (11 février 1961).
- M. le **PRESIDENT** propose de siéger encore deux heures le jour même, d'ajourner le débat à lundi matin et de faire en sorte qu'il soit clôturé définitivement le lundi à 19 heures; MM. **ROLIN**, **GILLON** et **P. DE SMET** marquent leur accord; M. le **PRESIDENT** rend hommage aux membres qui sont demeurés à leur poste et en particulier à MM. **MULLIE** et **R. DESMEDT**, tous deux octogénaires; p. 533 (11 février 1961).
- M. le **PRESIDENT** suggère l'examen de projets juridiques en suspens après l'achèvement de l'examen des projets financiers; M. **ROLIN** souligne l'urgence de deux projets de loi relatifs à des moratoires; il rappelle que la commission de Révision de la Constitution se réunira le jeudi pour s'occuper des propositions qui ont été déposées; il estime qu'il serait regrettable que le mandat de révision de la Constitution ne soit pas prorogé et demande qu'il soit permis à la commission de présenter son rapport au Sénat; observations de MM. **VAN HOUTTE**, m.f., **LILAR**, m.j., **HARMEGNIÉS** et **DUA**; pp. 632, 633 (14 février 1961).
- M. le **PRESIDENT** déclare que le Ministre des Travaux publics propose de discuter le projet de loi sur les investissements le mardi suivant; M. **ROLIN** propose que le Sénat inscrive à son ordre du jour du mardi les déclarations de révision de la Constitution; il demande l'urgence; intervention de MM. **P. DE SMET**, **ORBAN** et **JESPERS**; la proposition de M. **ROLIN** est adoptée; observations de MM. **DE BOODT** et **SLEDSSENS**; M. **VAN DEN STORME** demande que le Sénat examine au cours de la semaine suivante le projet de loi relatif aux investissements; intervention de MM. **LEYNEN**, **VERMEYLEN**, **HARMEGNIÉS** et **HAMBAYE**; observations de MM. **SLEDSSENS**, le **PRESIDENT**, **FLAMME**, **LILAR**, m.j., **VAN HOUTTE**, m.f., et **ROLIN**; M. **ROLIN** demande que le projet de loi relatif aux prêts hypothécaires soit inscrit à l'ordre du jour de la semaine suivante; pp. 748 à 750 (16 février 1961).

## OUVERTURE DE LA SESSION.

- Ann.* — M. **MULLIE**, doyen d'âge, déclare ouverte la session de 1960-1961; prononce une allocution; p. 4. — M. **STRUYE**, réélu président, prononce une allocution; il rend hommage à MM. **MULLIE**, doyen d'âge, et **R. Moyersoen**, ancien président, rappelle l'accueil réservé par les villes de Bruxelles, Anvers et Liège à Doña Fabiola et souligne le succès de la mission en Amérique du Nord présidée par S.A.R. le Prince Albert; il traite des progrès de l'unification européenne, de l'évolution de la situation au Congo, des attaques contre la Belgique à l'O.N.U., de la réforme du travail parlementaire; il déclare le Sénat constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants; pp. 4 à 6 (8 novembre 1960).

## PETITIONS.

*Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.*

*Doc.* — N° 165 : Feuilleton n° 1.

## QUESTIONS ORALES.

- Ann.* — M. **VAN CAUWELAERT** interroge le Ministre des Affaires étrangères concernant l'arrestation en France de deux étudiants de l'Université libre de Bruxelles; M. **WIGNY**, m.a.étr., répond; pp. 61, 62 (14 décembre 1960).
- M. **ROLIN** interroge le Ministre de la Justice au sujet de la détention en France de deux étudiants de l'Université de

## Chambres Législatives — Sénat. — QUESTIONS ORALES (suite).

- Bruxelles et de la commission rogatoire sollicitée dans cette affaire; M. **LILAR**, m.j., répond qu'il sera fait application des principes traditionnels en la matière; p. 75 (20 décembre 1960).
- M. **BUSIEAU** interroge le Ministre de l'Instruction publique au sujet de la circulaire du 24 janvier 1961 envoyée aux chefs d'établissement des écoles communales et provinciales, accompagnée d'un formulaire demandant au personnel enseignant s'il a fait grève ou non; M. **MOUREAUX**, m.i.p., répond; observations de MM. **DEHOUSSE**, le **PRESIDENT**, **GODIN**, **DELMOTTE**, **REMSON** et **NOEL**; pp. 301, 302 (2 février 1961).
- M. de **STEXHE** interroge le Ministre de la Santé publique et de la Famille au sujet des inondations dans la vallée de la Sambre et l'Entre-Sambre-et-Meuse et des mesures que le gouvernement envisage pour venir en aide à ceux qui ont souffert des inondations; M. **MEYERS**, m.s.p.f., répond; observation de M. **DOUTREPONT**; p. 314 (2 février 1961).
- M. **ROLIN** interroge le Ministre de la Justice au sujet d'informations parues dans un journal à l'occasion de l'affaire du « Santa Maria », à propos d'une mission qu'aurait accompli l'Interpol; M. **LILAR**, m.j., répond; p. 737 (16 février 1961).

## REGLEMENT.

- Ann.* — M. le **PRESIDENT** annonce que le Ministre de la Coordination des Réformes institutionnelles lui a transmis une communication sur le fonctionnement des Assemblées parlementaires et propose qu'elle soit renvoyée à la commission du Règlement; p. 7 (8 novembre 1960).
- M. **D. SMETS** fait un rappel au règlement au sujet de l'interprétation de l'article 27 du règlement; M. le **PRESIDENT** estime que cet article a été entièrement respecté; observations de MM. **ROLIN** et **DELMOTTE**; pp. 458, 459 (10 février 1961).
- M. **FLAMME** fait un rappel au règlement: il estime que le Sénat n'est plus convoqué puisque la journée du vendredi 10 s'est écoulée, et demande que M. le **PRESIDENT** lève la séance; intervention de M. le **PRESIDENT** (qui fixe la prochaine séance au samedi 11, à 0 h. 10); p. 525 (10 février 1961).

*Modification des articles 42, 46 et 59 du Règlement.*

*Doc.* — N° 23 : Rapport de Mme Gerbehaye-Vve Lehouck.

N° 34 : Amendement proposé par M. De Block au texte présenté par la commission.

*Ann.* — Discussion (7 décembre 1960).

- Discours de Mme **GERBEHAYE-Vve LEHOUCK**, rapp., concernant l'amendement de M. **DE BLOCK**; p. 23;
- MM. **DE BLOCK** (concernant le mauvais fonctionnement du parlement, la responsabilité du gouvernement, la répartition des tâches entre les deux Chambres, le caractère peu pratique et dangereux de la modification envisagée à l'article 59, la suppression de rapports, la portée de son amendement); p. 24;
- HARMEGNIÉS** (concernant le dépôt tardif des budgets); pp. 24, 25;
- Observations de MM. **DOUTREPONT**, **TROCLET**, le **PRESIDENT**; p. 25;
- V. LEEMANS** (appuie la modification proposée par M. **DE BLOCK**); p. 25;
- LEYNEN** (propose une modification à l'amendement de M. **DE BLOCK**); p. 25;
- GILLON** (demande que la proposition de modification soit adoptée sans amendement); p. 25;
- Observations de M. **HARMEGNIÉS**; p. 25;
- DOUTREPONT** (concernant le travail des parlementaires depuis la rentrée; se rallie à l'idée émise par M. **DE BLOCK**); pp. 25, 26;
- MOREAU de MELEN** (propose d'adopter la mesure préconisée par la commission du Règlement); p. 26;
- Observations de MM. **DELMOTTE** et **D. SMETS**; p. 26;
- P. DE SMET** (propose d'adopter les modifications du Règlement telles qu'elles sont présentées par la commission); p. 26;
- ROLIN** (concernant l'amélioration qu'apporte l'amendement de M. **DE BLOCK**, l'opportunité de l'examen préalable en commission); pp. 26, 27;

**Chambres Législatives — Sénat. — REGLEMENT**  
*(suite).*

- Observation de M. ORBAN; p. 26;
- le **PRESIDENT** (concernant le maintien de la possibilité d'un examen en commission, les conséquences auxquelles pourrait aboutir le système préconisé par l'amendement de M. DE BLOCK; formule une proposition transactionnelle: les budgets transmis par la Chambre des Représentants, à l'exception du budget des Voies et Moyens, ne feront pas l'objet d'un examen en commission, sauf si le Sénat à la majorité des deux tiers, en décide autrement ou si les deux tiers des membres de la commission compétente en font la demande); p. 27;
- DE WINTER** (déclare qu'il aurait appuyé la proposition de M. DE BLOCK, mais se rallie à la proposition transactionnelle du **PRESIDENT**); p. 27;
- DE BLOCK** (estime que le système qu'il propose est plus logique et rationnel); pp. 27, 28;
- Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN et de M. le **PRESIDENT**; p. 27;
- DUVIEUSART** (appuie la proposition du **PRESIDENT**, mais estime suffisant le vote à la majorité ordinaire); p. 28;
- Observation de M. le **PRESIDENT**; p. 28;
- de la **VALLEE POUSSIN** (se rallie à la proposition de M. **DUVIEUSART**); p. 28;
- GILLON** (propose que la commission du Règlement se réunisse et présente un texte précis qui recueille l'accord unanime); p. 28;
- Observations de MM. **DEHOUSSE** et **HARMEGNIES**; p. 28;
- DE BLOCK** (se déclare d'accord sur la proposition de M. **DUVIEUSART**); p. 28;
- le **PRESIDENT** (concernant l'appréciation des motifs sérieux qui peuvent justifier la rédaction d'un rapport supplémentaire); p. 28;
- Observation de M. **DE BLOCK**; p. 28;
- GILLON** (déclare ne pas insister en vue du renvoi en commission); p. 28;
- D. SMETS** (concernant la procédure qui serait suivie pour un projet amendé par la Chambre et renvoyé au Sénat; propose un amendement au texte de la commission); p. 29;
- DE BLOCK** (déclare que le texte qu'il a proposé permet à la commission compétente de décider la rédaction d'un rapport sur un projet renvoyé au Sénat après amendement par la Chambre); p. 29;
- L'amendement de M. **D. SMETS** est retiré;
- L'amendement tendant à modifier la fin du nouvel alinéa 4 de l'article 59 est adopté;
- Les modifications présentées par la commission aux articles 42, 46 et 59 du Règlement sont adoptées, avec l'amendement précité;
- Observations de M. **DELMOTTE**; p. 29.

**RELATIONS EXTERIEURES.**

- Ann.* — M. le **PRESIDENT** salue la présence dans la tribune diplomatique du Docteur Miranda-Fonseca, Ministre de la Présidence de la République du Mexique, et du Colonel Ramos, Chef d'Etat-Major de l'armée mexicaine, et leur exprime au nom de tous sa très vive amitié pour leur pays; p. 68 (14 décembre 1960).

**VALIDATION DES POUVOIRS.**

- Ann.* — Validation des pouvoirs de M. A. **DE RIEMAECKER**, appelé à remplacer M. le Sénateur Van Oudenhove, décédé;
- M. **SLEDSSENS** donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; les conclusions de ce rapport sont adoptées; M. **DE RIEMAECKER** prête serment; p. 6 (8 novembre 1960).
- Validation des pouvoirs de M. Paul **HENDRICKX**, appelé à remplacer M. le Sénateur Van Peteghem, décédé;
- M. **VERHAEST** donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; les conclusions de ce rapport sont adoptées; M. **HENDRICKX** prête serment; pp. 74, 75 (20 décembre 1960).
- Validation des pouvoirs de Mme **DESMET-Ep. DELRUE**, appelée à remplacer M. le Sénateur Detaevrnier, décédé;

**Chambres Législatives — Sénat. — VALIDATION DES POUVOIRS**  
*(suite).*

- M. **DOUTREPONT** donne lecture de son rapport; les conclusions de ce rapport sont adoptées; Mme **DESMET-Ep. DELRUE** prête serment; pp. 298, 299 (2 février 1961).

**Chèques. — V. Droit commercial.**
**Chasse.**

*Projet de loi en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier.*

*Doc. — N° 146: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**Commerce et industrie.**
**EXPANSION ECONOMIQUE.**

*Ann.* — Communication concernant le programme quinquennal d'expansion économique. — Transmise par les Ministres des Affaires économiques et de la Coordination économique; p. 158 (17 janvier 1961).

**I.R.S.I.A.**

*Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.*

*Doc. — N° 164: Exposé des motifs et projet de loi.*

**Commerce et industrie. — V. aussi Recensement.**
**Commissions permanentes. — V. Chambres Législatives — Sénat.**
**Communes.**
**BOURGMESTRES ET ECHEVINS.**

*Projet de loi modifiant la loi communale en vue de permettre la division du territoire des communes en districts pour la tenue des actes de l'état civil.*

*Doc. — N° 65: Rapport de M. Vermeulen.*

*Ann. — Discussion générale (2 février 1961).*

Discours de M. **SLEDSSENS** (concernant l'accord unanime des commissions de l'Intérieur et de la Justice sur le projet); p. 312;

Observation de M. **VERMEYLEN**; p. 312;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique (2 février 1961).*  
 (Texte présenté par la commission).

Adopté sans observations; p. 312.

*Vote (2 février 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 132 voix contre 1; p. 313.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Communes (suite).****PERSONNEL.**

*Proposition de loi complétant l'article 75 de la loi communale.*

*Doc. — N° 74 :* Proposition de loi de M. Sledsens.

*N° 138 :* Rapport de M. Neybergh.

*Ann. —* Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 181 (24 janvier 1961).

*Discussion générale (13 février 1961).*

Discours de MM. HARMEGNIES (concernant le désir de ne pas renvoyer le projet de loi unique à la Chambre) ; p. 580 ; NEYBERGH, rapp. (concernant la portée de la proposition) ; p. 580 ;

Observations de M. VERMEYLEN ; p. 580 ; MACHTENS (concernant le vote de la proposition par la Chambre) ; p. 580 ;

LEFEBVRE, m.v.p.c.i. (répond à M. MACHTENS) ; p. 580 ; La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique (13 février 1961).*

Adopté sans observations ; p. 580.

*Vote (13 février 1961).*

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 158 voix et 2 abstentions ; pp. 580, 581.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Communications.****TRANSPORTS EN COMMUN URBAINS.**

*Projet de loi relatif à la création de sociétés de Transports en commun urbains.*

*Doc. — N° 58 :* Projet transmis par la Chambre des Représentants.

*N° 93 :* Rapport de M. Hambye.

*N° 94 :* Amendements proposés par M. Dekeyzer.

*N° 95 :* Amendements proposés par M. Hercot aux statuts-types annexés au projet de loi.

*Ann. — Discussion générale (15 février 1961).*

Discours de MM. HAMBYE, rapp. (concernant la situation actuelle des concessions venues à expiration ; les solutions possibles : prorogation pure et simple pour une durée déterminée des contrats de concession, exploitation des anciennes concessions par la S.N.C.V., exploitation des réseaux par les communes ou création d'un cadre général prévoyant la création d'un certain nombre de sociétés d'économie mixte ; les deux différences entre la situation prévue pour les sociétés nouvelles et la situation de la société bruxelloise) ; pp. 662, 663 ;

DEKEYZER (concernant le caractère de service public des transports en commun urbains, leur administration par les pouvoirs publics, l'influence réelle que le groupe privé aura dans les sociétés nouvelles par l'intermédiaire de l'administrateur-directeur, les avantages accordés au groupe privé par l'octroi d'intérêts à 4,5 %, la situation aux transports urbains d'Anvers) ; pp. 663, 664 ;

HERCOT (concernant la très large rémunération prévue pour le capital privé, la somme d'un pour cent des recettes brutes allouée au groupe privé, les arguments invoqués contre un système de régie pure, la formule de la remise de l'exploitation des réseaux urbains à la S.N.C.V., la situation à Charleroi, les avis des organisations syndicales représentatives des tramwaymen) ; pp. 664 à 666 ;

DE BLOCK (concernant les conditions dans lesquelles ont été faites de récentes reprises de chemins de fer : indemnité pour le matériel et reprise du personnel ; la régie mixte, les avantages consentis au secteur privé) pp. 666 et 667 ;

E. CLAEYS (concernant les conditions auxquelles doit répondre un réseau de transports urbains, la formule des intercommunales mixtes) ; p. 668 ;

SEGBERS, m.c. (répond aux orateurs et traite notamment de la formule de régie mixte, de la diminution de la clientèle des moyens de transport en commun, de l'augmentation des frais d'exploitation, de l'opportunité de la collaboration de

**Communications. — TRANSPORTS EN COMMUN URBAINS (suite).**

représentants du secteur privé à la gestion, du problème des tarifs, du droit de présentation de l'administrateur délégué ou directeur général, de l'indemnité allouée au secteur privé, de la fourniture du courant électrique, et du matériel roulant, d'une reprise des transports urbains par la S.N.C.V., du problème des transports en commun dans les grandes agglomérations) ; pp. 668 à 671 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles des statuts-types (15 février 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 671 à 673.

*Art. 10.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; p. 673.

*Art. 11.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; pp. 673, 674.

*Art. 12.*

Adopté sans observations ; p. 674.

*Art. 13.*

L'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est retiré ; L'article est adopté ; p. 674.

*Art. 14 et 15.*

Adoptés sans observations ; pp. 674, 675.

*Art. 16.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; p. 675.

*Art. 17.*

L'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; p. 675.

*Art. 18.*

Adopté sans observations ; p. 675.

*Art. 19.*

L'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; pp. 675, 676.

*Art. 20.*

Adopté sans observations ; p. 676.

*Art. 21.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; pp. 676, 677.

*Art. 22 à 32.*

Adoptés sans observations ; pp. 677, 678.

*Art. 33.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; pp. 678, 679.

*Art. 34 à 37.*

Adoptés sans observations ; p. 679.

*Art. 38.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ;

Intervention de MM. DEKEYZER et SEGERS ; le sous-amendement de M. DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; pp. 679, 680.

*Art. 39 et 40.*

Adoptés sans observations ; p. 681.

*Art. 41.*

Intervention de MM. HERCOT et SEGERS ; l'amendement de MM. HERCOT et DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; p. 681.

**Communications. — TRANSPORTS EN COMMUN URBAINS (suite).***Art. 42.*

Adopté sans observations ; p. 681.

*Art. 43.*

L'article est adopté ; pp. 681, 682.

*Art. 44 et 45.*

Adoptés sans observations ; p. 682.

*Art. 46.*

L'article est adopté ; p. 682.

*Art. 47 et 48.*

Adoptés sans observations ; p. 682.

*Discussion des articles du projet de loi (15 février 1961).**Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de M. DEKEYZER ; l'amendement de MM. DEKEYZER et HERCOT est rejeté ; L'article est adopté ; p. 683.

*Art. 2.*

L'article est adopté ; p. 683.

*Art. 3.*

Intervention de M. DEKEYZER ; l'amendement de MM. DEKEYZER et HERCOT est rejeté ; L'article est adopté ; pp. 683, 684.

*Art. 4 à 20.*

Adoptés sans observations ; pp. 684 à 687.

*Art. 21.*

Intervention de M. DEKEYZER ; l'amendement de M. DEKEYZER est rejeté ; L'article est adopté ; p. 687.

*Art. 22.*

Adopté sans observations ; pp. 687, 688.

*Vote (15 février 1961).*

M. DELBOUILLE justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 48 et 4 abstentions ; p. 698.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.****Conférence internationale du Travail. — V. Affaires étrangères/Travail.****Congo. — V. Affaires étrangères.****Conseil colonial. — V. Affaires africaines.****Conseil de l'Europe. — V. Affaires étrangères.****Contingent. — V. Armée.****Contrat d'emploi (de droit congolais). — V. Travail.****Convention d'établissement. — V. Affaires étrangères.****Cour des Comptes.***Ann. — Transmission au Sénat et renvoi à la commission des Finances de :*

- 1° les délibérations du conseil des ministres des 3, 9, 23 et 30 septembre 1960 (n°s 1087, 1088, 1092, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099 et 1100) relatives à des dépenses faites en marge de budgets ; 2° la délibération du conseil des ministres du 9 septembre 1960 (n° 1090), concernant le différend surgi entre ce collège et le Ministre des Finances ; p. 7 (8 novembre 1960) ;
- les délibérations prises par le conseil des ministres, les 21 et 28 octobre, 4 et 11 novembre 1960 (n°s 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1117, 1118, 1119 et 1120) relatives à des dépenses faites en marge de budgets ; p. 16 (7 décembre 1960) ;
- les délibérations du conseil des ministres des 4 et 18 novembre 1960, n°s 1113, 1122, 1123, 1124, 1125 et 1126 relatives à des dépenses faites en marge de budgets ; p. 36 (13 décembre 1960) ;
- la délibération prise par le conseil des ministres, le 11 novembre 1960, n° 1121, relative à des dépenses faites en marge de budget ; p. 74 (20 décembre 1960) ;
- 1° la délibération du conseil des ministres du 5 août 1960, n° 1073, concernant le différend survenu entre ce collège et le Ministre de l'Instruction publique ; 2° les délibérations du conseil des ministres des 25 novembre, 2 et 9 décembre 1960, n°s 1128, 1130, 1131, 1132, 1133 et 1136 relatives à des dépenses faites en marge de budgets ; 3° la délibération du conseil des ministres du 4 novembre 1960, n° 1115, concernant le visa de mandats relatifs à une subvention ; p. 157 (17 janvier 1961) ;
- la délibération du conseil des ministres du 9 janvier 1961 (n° 1140), qui a mis fin au dissentiment survenu entre ce collège et le Ministre des Finances ; p. 250 (31 janvier 1961) ;
- la délibération prise par le conseil des ministres le 27 janvier 1961 (n° 1143) relative à des dépenses faites en marge du budget ; p. 626 (14 février 1961).

**Crédits supplémentaires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****D****Décès. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Décrets. — V. Affaires africaines.****Délits d'omission. — V. Droit pénal.****Dettes publiques. — V. Finances.****Divers. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Douanes et Accises. — V. Impôts/Impôts indirects.****Droit civil.****PAIEMENT.***Proposition de loi établissant un moratoire des paiements.**Doc. — N° 60 : Proposition de loi de M. Buisseret.**Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 158 (17 janvier 1960).*

Proposition retirée en commission (déclaration de M. ROLIN ; p. 736 — 16 février 1961).

**Droit civil. — PAIEMENT (suite).**

*Projet de loi portant certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis en raison des troubles sociaux survenus en Belgique.*

Doc. — N° 97 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 156 : Rapport de M. Dua.

Ann. — *Discussion générale* (16 février 1961).

Discussion générale jointe du projet de loi portant en raison des événements survenus au Congo, certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis.

Discours de MM. DUA, rapp. (concernant la portée des deux projets, la procédure spéciale prévue pour les cas où il y a déjà une décision définitive, l'abrogation de la prescription ou de la déchéance de droits intervenue pendant les périodes contestées, l'ouverture d'un délai général en matière fiscale); pp. 732, 733;

LILAR, m.j. (concernant une erreur dans la traduction française du rapport, la non-automaticité de l'application des textes); p. 733;

ROLIN (concernant l'élargissement du champ d'application de l'article 1244 du Code civil, la compétence donnée au juge du domicile du débiteur, le remaniement complet des projets par la commission de la Justice); pp. 733, 734;

Observation de M. le PRESIDENT; p. 734;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (16 février 1961).  
(Texte présenté par la commission).

Intervention de MM. DUA et LILAR; p. 734.

Art. 1 à 8.

Adoptés sans observations; pp. 734, 735.

Vote (16 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents; p. 748.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi portant, en raison des événements survenus au Congo, certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis.*

Doc. — N° 105 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 157 : Rapport de M. Dua.

Ann. — *Discussion générale* jointe à celle du projet de loi portant certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis en raison des troubles sociaux survenus en Belgique.

*Discussion des articles* (16 février 1961).  
(Texte présenté par la commission).

Intervention de MM. le PRESIDENT, LILAR, m.j., et ROLIN (concernant le retrait de la proposition de M. BUISSERET); pp. 735, 736.

Art. 1<sup>er</sup> à 7.

Adoptés sans observations; pp. 736, 737.

Vote (16 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents; p. 748.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Droit commercial.****CHEQUES.**

*Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.*

Doc. — N° 59 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.  
N° 113 : Rapport de Mme Ciselet.

Ann. — *Projet réamendé* par la Chambre des Représentants; p. 157 (17 janvier 1961).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 février 1961).

Art. 1<sup>er</sup> à 68.

Adoptés sans observations; pp. 650 à 659.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Droit commercial. — CHEQUES (suite).**

Vote (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 3 abstentions; pp. 699, 700.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**SOCIETES.**

*Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les obligations convertibles en actions ou avec droit de souscription.*

Doc. — N° 18 : Exposé des motifs et projet de loi.

*Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les apports en nature.*

Doc. — N° 19 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 125 : Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 février 1961).  
(Texte présenté par la commission).

Art. 1<sup>er</sup> à 10.

Adoptés sans observations; pp. 647 à 649.

Vote (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 3 abstentions; pp. 699, 700.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Droit maritime. — V. Affaires étrangères.****Droit pénal.****DELITS D'OMISSION.**

*Projet de loi érigeant en délit certaines abstentions coupables.*

Doc. — N° 12 : Rapport de M. Pholien.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 décembre 1960).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations; pp. 63, 64.

Vote (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix contre 8 et 6 abstentions, pp. 98, 99.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**LIBERATION ET CONDAMNATION CONDITIONNELLES.**

*Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal.*

Doc. — N° 56 : Proposition de loi de M. De Clerck.  
N° 127 : Rapport de M. De Baeck.

Ann. — *Prise en considération.* — Renvoi en commission; p. 158 (17 janvier 1961).

Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (14 février 1961).

Adoptés sans observations; p. 650.

Vote (15 février 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 129 voix et 3 abstentions; pp. 699, 700.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Droit pénal. — LIBERATION ET CONDAMNATION CONDITIONNELLES (suite).**

*Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 24 juillet 1923 formant l'article 4 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal.*

Doc. — N° 57 : Projet amendé par la Chambre des Représentants. N° 122 : Rapport de M. De Baeck.

Ann. — Projet amendé par la Chambre des Représentants ; p. 157 (17 janvier 1961).

Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (14 février 1961).  
(Texte présenté par la commission).

Adopté sans observations ; p. 649.

*Vote* (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 3 absentes ; pp. 699, 700.

Le projet de loi amendé sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

**Droit public.****LOIS ET ARRETES.**

*Projet de loi relatif à la coordination et à la codification des lois.*

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 décembre 1960).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1 à 6.*

Adoptés sans observations ; pp. 66, 67.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; p. 99.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.*

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 décembre 1960).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 67, 68.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; p. 99.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**NATIONALITE.**

*Proposition de loi relative à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge par les personnes nées ou domiciliées sur le territoire de la République du Congo et par les ressortissants congolais domiciliés en Belgique.*

Ann. — Renvoi aux commissions réunies des Affaires africaines et de la Justice ; p. 8 (8 novembre 1960).

*Projet de loi modifiant les lois sur la nationalité et instituant des mesures temporaires en raison de l'accession du Congo à l'indépendance.*

Doc. — N° 119 : Exposé des motifs et projet de loi.

**REVISION DE LA CONSTITUTION.**

*Proposition de déclaration de revision des articles 32, 38, 53, 54, 56, 56bis, 56ter et 56quater de la Constitution.*

Doc. — N° 123 : Proposition de M. Dehousse.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 626 (14 février 1961).

**Droit public. — REVISION DE LA CONSTITUTION (suite).**

*Proposition de déclaration de revision de la Constitution.*

Doc. — N° 129 : Proposition de M. Rolin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 626 (14 février 1961).

*Proposition de déclaration de revision de l'article 131 de la Constitution.*

Doc. — N° 151 : Proposition de M. Vermeyleen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 690 (15 février 1961).

*Proposition de déclaration de revision de l'article 6, 2<sup>e</sup> alinéa, de la Constitution.*

Doc. — N° 152 : Proposition de M. Vermeyleen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 690 (15 février 1961).

*Proposition de déclaration de revision de l'article 84 de la Constitution.*

Doc. — N° 153 : Proposition de M. Vermeyleen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 690 (15 février 1961).

*Proposition de déclaration de revision du Titre III de la Constitution.*

Doc. — N° 154 : Proposition de M. Vermeyleen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 690 (15 février 1961).

**E****Enseignement.**

*Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement normal.*

Doc. — N° 40 : Rapport de M. Bartelous.

Ann. — *Discussion générale* (14 décembre 1960).

Discours de MM. BARTELOUS, rapp. (souligne que la Chambre des Représentants n'a retenu du texte adopté antérieurement par le Sénat, que les articles relatifs à l'enseignement normal) ; p. 69 ;

DONSE (concernant la régularisation de la situation des instituteurs de complément, la limitation de l'application de cette procédure au passé) ; p. 69 ;

Observations de M. LILAR, m.j. ; pp. 69, 70 ;

SLEDSSENS (concernant l'absence du Ministre de l'Instruction publique et des fonctionnaires compétents) ; p. 70 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, LILAR, ROLIN ; p. 70.

*Reprise de la discussion générale* (21 décembre 1960).

Discours de M. MOUREAUX, m.i.p. (déclare que l'expérience faite ne sera pas renouvelée) ; p. 107 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (21 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 107, 108.

*Vote* (22 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents ; p. 140.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**ENSEIGNEMENT MOYEN.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1958 modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement moyen et les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.*

Doc. — N° 7 : Proposition de loi de M. Daman.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 16 (7 décembre 1960).

**Enseignement (suite).****ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.****INTERNATS**

*Projet de loi portant modification de l'article 12 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire concernant l'obligation scolaire des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.*

Doc. — N° 51 : Rapport de M. Donse.

Ann. — *Discussion générale* (21 décembre 1960).

Discours de MM. DONSE, rapp. (concernant la fixation à huit ans de l'âge de l'obligation scolaire, la communication des modalités d'exécution aux communes, le problème des internats libres) ; p. 95 ;

MOUREAUX, m.i.p. (concernant la pension dans les internats) ; pp. 95, 96 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (21 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 96.

L'intitulé néerlandais est modifié ; p. 96.

*Vote* (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; pp. 99, 100.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.*

Doc. — N° 8 : Proposition de loi de M. Daman.

Ann. — *Prise en considération.* — Renvoi en commission ; p. 16 (7 décembre 1960).

*Projet de loi modifiant, en vue de l'institution des chargés de cours associés et des professeurs associés, la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.*

Doc. — N° 15 : Rapport de M. Delbouille.

Ann. — *Discussion générale* (7 décembre 1960).

Discours de M. DELBOUILLE, rapp. (concernant le caractère technique du projet, les raisons qui ont présidé à la conception du projet, la nomination et la promotion des professeurs et chargés de cours associés, le cumul, l'appartenance des associés au personnel enseignant) ; pp. 17, 18 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (7 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> à 23.*

Adoptés sans observations ; pp. 18 à 20.

*Vote* (7 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 112 membres présents ; p. 32.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi relatif au régime pécuniaire du personnel enseignant de l'Ecole de médecine vétérinaire de l'Etat à Bruxelles (Cureghem) et des instituts agronomiques de l'Etat à Gand et à Gembloux.*

Doc. — N° 117 : Exposé des motifs et projet de loi.

**LANGUES.**

*Projet de loi modifiant en faveur des personnes de nationalité congolaise et des ressortissants du Ruanda-Urundi : 1° la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen et 2° les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.*

Doc. — N° 44 : Exposé des motifs et projet de loi.

**Enseignement (suite).****PACTE SCOLAIRE.****BATIMENTS SCOLAIRES**

*Projet de loi relatif à la prise en location en attendant l'expropriation, des terrains nécessaires pour la construction des bâtiments scolaires prévus au chapitre II de la loi du 29 mai 1959, modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique.*

Doc. — N° 32 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 48 : Rapport de M. Hambye.

Ann. — *Discussion générale et proposition de renvoi en commission* (21 décembre 1960).

Discours de MM. E. CLAEYS (concernant la portée de l'amendement qui a été admis par les ministres compétents, les conséquences des expropriations que permet le projet) ; p. 100 ;

ANCOT (estime que la procédure prévue dans le projet est inconstitutionnelle ; concernant l'argument des précédents) ; pp. 100, 101 ;

HAMBYE, rapp. (concernant la procédure d'expropriation d'extrême urgence, la réalisation de constructions scolaires dans un délai de huit mois, les économies qui pourront être faites par l'Etat) ; pp. 101, 102 ;

Observations de MM. NIHOUL, VAN BUGGENHOUT ; pp. 101, 102 ;

PONCELET (estime le projet inutile ; concernant l'autorisation de louer, la prise de possession immédiate de l'emprise, l'amendement admis par le ministre) ; pp. 102, 103 ;

Observations de MM. LEMAL, MOUREAUX, m.i.p., VANAUDENHOVE, m.t.p.r., DOUTREPONT, VAN LAEYS (qui demande le renvoi en commission) ; pp. 102, 103 ;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant l'urgence du projet, le respect du pacte scolaire, les applications antérieures du principe de location provisoire de terrains, les économies réalisables grâce au projet) ; pp. 103, 104 ;

Observations de MM. VAN LAEYS, ANCOT, NIHOUL ; pp. 103, 104 ;

ROLIN (concernant l'application du pacte scolaire) ; p. 104 ; P. DE SMET (demande que le Sénat se prononce contre le renvoi en commission) ; p. 104 ;

La proposition de renvoi en commission est rejetée ; p. 104.

Discours de MM. NIHOUL (concernant le problème constitutionnel, les abus provoqués par une procédure similaire en d'autres domaines) ; pp. 104, 105 ;

Observation de M. ROLIN ; p. 104 ;

VAN BUGGENHOUT (concernant la demande de l'avis du Conseil d'Etat, le délai laissé au Ministre des Travaux publics pour les constructions scolaires) ; p. 105 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, ANCOT ; p. 105 ;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (répond aux orateurs) ; pp. 105, 106 ;

Observations de M. VAN BUGGENHOUT ; p. 106 ;

ANCOT (concernant les précédents) ; p. 106 ;

PONCELET (retire son amendement ; concernant l'expropriation de terrains sur lesquels d'autres pouvoirs ont l'intention d'ériger une école) ; p. 106 ;

Observations de M. ROLIN ; p. 106 ;

DELMOTTE (concernant le respect de la Constitution) ; p. 106 ;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant les terrains prévus pour l'érection d'écoles communales, provinciales ou libres, l'inconstitutionnalité) ; pp. 106, 107 ;

ROLIN (concernant l'application de la procédure envisagée dans trois autres domaines) ; p. 107 ;

VAN LAEYS (concernant la portée de son amendement) ; p. 107 ;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (demande le rejet de l'amendement de M. VAN LAEYS) ; p. 107 ;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (22 décembre 1960).

Intervention de M. VANAUDENHOVE ; l'amendement de M. VAN LAEYS est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 135, 136.

*Vote* (22 décembre 1960).

MM. R. HOUBEN, PHILIPS, LEMAL et BARTELOUS justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 4 et 5 abstentions ; pp. 140, 141.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Etrangers.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.*

Doc. — N° 10: Proposition de loi de M. Rolin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 16 (7 décembre 1960). —

Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (14 décembre 1960).

Adopté sans observations; p. 68.

Vote (21 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents; p. 99.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Expansion économique. — V. Commerce et Industrie.**  
**V. Finances/Redressement financier.**

**F****Finances.****COMPTABILITE DE L'ETAT.**

*Projet de loi de finances pour l'exercice 1961 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1960.*

Doc. — N° 49: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 50: Rapport de M. V. Leemans.

Ann. — *Discussion générale* (22 décembre 1960).

Discours de MM. DOUTREPONT (concernant le dépôt tardif des budgets, le retard dans la discussion des budgets par suite de la discussion de la loi unique, les articles du projet de loi de finances relatifs à des emprunts à émettre par la R.T.T. et la S.N.C.B.); pp. 128, 129;

Observations de M. DE WINTER; p. 129;

V. LEEMANS, rapp. (concernant les dépenses qui pourront être faites à l'aide des crédits provisoires); p. 129;

Observations de MM. ROLIN, HARMEGNIES, VAN HOUTTE, DOUTREPONT et DE BLOCK; p. 129;

VAN HOUTTE, m.f. (concernant la pratique constante des crédits provisoires, le recours à une loi de finances, les emprunts à émettre par la R.T.T. et la S.N.C.B.); p. 129, 130;

Observations de MM. HARMEGNIES, DOUTREPONT, VERMEYLEN et le PRESIDENT; pp. 129, 130;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (22 décembre 1960).

Art. 1<sup>er</sup> à 18.

Adoptés sans observations; pp. 130 à 133.

Vote (22 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 32 et 1 abstention; p. 136.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.*

Doc. — N° 61: Amendements présentés par le Gouvernement. N° 155: Amendements présentés par le Gouvernement.

**ADMINISTRATION DES FINANCES**

Ann. — Résultats apparaissant dans le compte général de l'Administration des Finances établi pour l'année 1959 et transmis à la Cour des Comptes en date du 31 octobre 1960. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 8 (8 novembre 1960).

**Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).****CREDITS PROVISOIRES**

*Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1961 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1960.*

Ann. — L'urgence est décrétée; p. 740;

M. V. LEEMANS, rapp. (donne lecture du rapport); p. 750 (16 février 1961).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (16 février 1961).

Art. 1<sup>er</sup> à 6.

Adoptés sans observations; pp. 750 à 752.

Vote (16 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 92 voix contre 47 et 2 abstentions; pp. 752, 753.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**CREDITS SUPPLEMENTAIRES**

*Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1960 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1959 et antérieurs.*

Doc. — N° 16: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 28: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 37: Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 76: Rapport de M. Hougardy.

N° 100: Amendements présentés par le Gouvernement.

Ann. — *Discussion générale* (14 février 1961).

Discours de M. DOUTREPONT (concernant la modification apportée en 1921 à la loi organique de la Cour des Comptes en vue de provoquer la justification des crédits supplémentaires, l'assainissement financier nécessaire, le coût des documents parlementaires relatifs aux crédits supplémentaires, le dépôt tardif du projet, l'établissement des budgets avec plus de soin, le retour à l'orthodoxie budgétaire); pp. 627, 628;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (14 février 1961).

(Texte présenté par la commission).

Les articles du tableau « Dépenses ordinaires » relatifs aux budgets de la Dette publique, des Pensions, des Dotations, du Premier Ministre, de la Justice, de l'Intérieur avec l'amendement du gouvernement, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de la Défense nationale et de la Gendarmerie sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 630.

*Articles concernant le budget du Ministère des Affaires africaines.*

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 630.

Art. 3 à 18.

Intervention de MM. DOUTREPONT, VAN HOUTTE, m.f., et VERMEYLEN;

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 634.

Art. 19 à fin du tableau.

Intervention de M. VERMEYLEN;

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 634.

Les articles du tableau relatifs aux budgets de l'Agriculture, des Affaires économiques, des Classes moyennes, des Communications, des Travaux publics et de la Reconstruction, des Affaires culturelles, du Travail, de la Prévoyance sociale, de l'Instruction publique, de la Santé publique et de la Famille, des Finances et les articles du chapitre des dépenses extraordinaires sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 634.

*Discussion des articles du projet de loi* (14 février 1961).

Art. 1<sup>er</sup> à 7.

Adoptés sans observations; pp. 634 à 638.

Art. 8.

Intervention du comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN;

L'article est adopté; pp. 638, 639.

Art. 9.

L'amendement du gouvernement est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 639.

**Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).**  
**CREDITS SUPPLEMENTAIRES (suite).**

Art. 10 à 13.

Adoptés sans observations; pp. 639, 640.

Art. 14.

Intervention de MM. BUSIEAU, VAN HOUTTE, m.f., VERMEYLEN, W. DE CLERCQ, m.s.s.E.b., et DOUTREPONT; observations de MM. DONSE et GOOSSENS; L'article est adopté; pp. 640 à 643.

Art. 15.

Intervention de M. DOUTREPONT;  
L'article est adopté; p. 643.

Art. 15bis à 23.

Adoptés sans observations; pp. 643 à 645.

Vote (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 48 et 4 abstentions; p. 698.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**ORGANISMES ET SERVICES DECLARES NULS***Ann.* — Rapports rédigés par le comité de liquidation pour le 2<sup>e</sup> semestre 1959 et le 1<sup>er</sup> semestre 1960. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 7 (8 novembre 1960).**DETTE PUBLIQUE.****CAISSE D'AMORTISSEMENT***Ann.* — Compte de gestion de la Caisse pour l'année 1959. — Transmis par le Premier Président de la Cour des Comptes; p. 36 (13 décembre 1960).**REDRESSEMENT FINANCIER.***Projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.**Doc.* — N° 67: *Projet transmis par la Chambre des Représentants + Errata.*

N° 81: Rapport de M. De Man (Titre VI).

N° 85: Rapport de M. De Winter (Titre I).

N° 87: Rapport de M. Vandeputte (Titre III) + Annexes.

N° 88: Rapport de M. A. Smet (Titres III et IV).

N° 98: Rapport de M. Van Bulck (Titre V) + Annexe + Erratum.

N° 99: Rapport de M. Uselding (Titre II).

N° 103: Amendement proposé par M. Wiard (Titre V).

N° 104: Rapport de M. Adam (Titre VII) + Annexes.

N° 108: Rapport de M. Neybergh (Titre IV) + Annexe.

N° 109: Amendements proposés par M. Troclet (Titres II et III).

N° 111: Amendements proposés par M. Pholien (Titre III).

N° 114: Amendements proposés par M. Hougardy (Titre II).

N° 115: Amendements proposés par M. Hougardy (Titre III).

N° 116: Amendements proposés par M. Hougardy (Titre VII).

N° 120: Amendement proposé par M. Busieau (Titre V).

N° 121: Amendements proposés par M. Hougardy (Titre V).

N° 126: Amendement proposé par M. Yernaux (Titre IV).

N° 128: Amendement proposé par M. Doutrepont (Titre V).

N° 132: Amendements proposés par M. Troclet (Titre II).

Amendement proposé par M. Flamme (Titre II).

N° 133: Amendement proposé par M. Beulers (Titre III).

N° 134: Amendement proposé par M. Troclet (Titre III).

N° 135: Amendements proposés par M. Troclet (Titre III).

N° 136: Amendement proposé par M. Lacroix (Titre V).

N° 137: Amendement proposé par M. Rolin (Titre II).

N° 141: Amendements proposés par M. Busieau (Titre V).

N° 143: Amendements proposés par M. Vermeylen (Titre IV).

N° 144: Amendements proposés par M. Harmegnies (Titre IV).

N° 145: Amendements proposés par M. Vermeylen (Titre IV).

*Ann.* — *Discussion générale* (7 février 1961).

Discours de MM. EYSKENS, p.m. (concernant la nécessité du projet pour le progrès économique et social ultérieur, le déficit des budgets de 1959 et 1960, la réforme du budget extraordinaire, l'augmentation du nombre d'emplois et l'augmentation du revenu national, l'assainissement des finances com-

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

munales, le plan quinquennal d'expansion économique, les résultats obtenus grâce aux lois d'expansion économique de 1959, l'augmentation de l'indice moyen des salaires horaires, le régime des pensions, le transfert au budget ordinaire de dépenses de consommation qui figuraient précédemment au budget extraordinaire, l'augmentation de la taxe de transmission, les économies); pp. 337 à 342;

Observations de MM. VERMEYLEN, HARMEGNIES, ORBAN, DOUTREPONT, ROLIN, FLAMME, A. SMET, SLEDSSENS; STUBBE, VANDER BRUGGEN, BUSIEAU, DELBOUILLE, LEMAL, OBLIN, REMSON, NOEL et TROCLET; pp. 338 à 342;

ROLIN (concernant les échecs successifs du gouvernement en matière de réforme fiscale, de développement économique, de recensement, de politique congolaise; le projet de loi unique, le rejet de tout amendement, l'opposition de la majorité du pays au projet, la mise en vigueur de la loi unique, la portée de la prochaine consultation électorale); pp. 342 à 344;

Observations de MM. STUBBE, P. DE SMET, WARNANT, ORBAN, EYSKENS, HARMEGNIES, DUVIEUSART, REMSON, BUSIEAU, DONSE, VAN BUGGENHOUT, DE WINTER, DEHOUSSE, VERMEYLEN, LEYNEN, TROCLET et de la VALLEE POUSSIN; pp. 342 à 344;

DEHOUSSE (concernant la philosophie économique périmée de la loi unique, l'absence de solution aux problèmes fondamentaux de la Wallonie, le dépôt d'une proposition de révision constitutionnelle tendant à remplacer le Sénat actuel par un Sénat paritaire); p. 345;

Observations de MM. ORBAN, de la VALLEE POUSSIN, BUSIEAU, FLAMME, STUBBE, CROMMEN et VERHAEST; p. 345;

VERMEYLEN (concernant l'absence de consultation du Conseil d'Etat, la confusion des pouvoirs législatif et exécutif qu'entraînera la loi, la soumission d'arrêtés royaux d'exécution aux commissions parlementaires compétentes, la délégation des pouvoirs que le projet prévoit en diverses matières, la confusion entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, la rétroactivité de la loi; l'aide aux investissements privés, l'absence d'une programmation, la suppression des abus du chômage et de l'assurance maladie-invalidité, l'incidence de la perte du Congo, les économies, l'amputation du Fonds des communes, les augmentations d'impôts, le précompte, les équivoques dans l'attitude du gouvernement à l'égard du Congo, la remise du recensement linguistique, la continuation de l'œuvre d'exécutif du gouvernement après une dissolution des Chambres); pp. 345 à 351;

Observations de MM. EYSKENS, TROCLET, ROLIN, MOULIN, DEHOUSSE, FLAMME, REMSON, VAN HOUTTE, m.f., DE BOODT, DUA, ORBAN, DONSE et de la VALLEE POUSSIN; pp. 345 à 351;

WARNANT (concernant la nécessité de finances publiques saines, le manque d'information de l'opinion publique au sujet du contenu du projet de loi, l'adhésion des libéraux au plan gouvernemental, la réduction du train de vie de l'Etat, l'incertitude de l'évolution conjoncturelle prochaine, une politique économique orientée); pp. 351, 352;

Observations de MM. DOUTREPONT, DELMOTTE, Gh. LEEMANS, REMSON et DE BLOCK; pp. 351, 352;

Gh. LEEMANS (concernant le relèvement de l'âge de la mise à la pension des fonctionnaires, les nouveaux impôts indirects, les déficits annuels, le plan socialiste pour sortir de l'impasse, le programme des syndicats chrétiens); pp. 352, 353.

*Reprise de la discussion générale* (8 février 1961 — matin).

Discours de MM. DELMOTTE (concernant l'atteinte aux finances communales, l'accroissement de la charge de la dette publique, le remaniement du gouvernement, les impôts nouveaux, la nécessité d'une refonte fiscale, les tractations relatives à la législation électorale); pp. 363 à 365;

Observations de MM. ROLAND, VERHAEST, DOUTREPONT et E. CLAEYS; pp. 364, 365;

DE GRAUW (concernant les charges fiscales nouvelles, l'assainissement des secteurs de l'assurance maladie-invalidité et du chômage, les abus du chômage, le reclassement des chômeurs et en particulier des chômeurs de plus de 40 ans, le précompte, la réduction des dépenses de l'Etat, les mesures en matière de pensions des agents des services publics); pp. 365, 366;

Observations de MM. DE BLOCK, Gh. LEEMANS, REMSON et ROLIN; pp. 365, 366;

BAERT (concernant la nécessité de sévères mesures d'assainissement, la loi Gutt, la politique de facilité qui suivit, la perte

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

- due à l'affaire congolaise, l'échec de notre politique charbonnière, l'écrémage du marché des capitaux par l'Etat); pp. 366 à 368 ;
- Observation de M. DOUTREPONT ; p. 368 ;
- HOUGARDY (concernant la gravité de la situation financière, l'incidence des taxes nouvelles sur les prix, les prévisions optimistes quant à la conjoncture économique qui sont à la base du projet, l'atténuation de l'appel du secteur public au marché des capitaux, le précompte, la création de 20.000 emplois nouveaux, la réduction des crédits pour les primes De Taeye, la suppression du recensement général, les économies promises, la lutte contre les abus du chômage ; les mesures fiscales qui pourraient favoriser l'expansion économique, le financement des exportations); pp. 368 à 371 ;
- Observations de MM. VAN HOUTTE, DOUTREPONT, DELOR, Gh. LEEMANS, VAN BUGGENHOUT, DE BLOCK et VAN DER SCHUEREN, m.a.éc. ; pp. 369 à 371 ;
- YERNAUX (concernant les charges fiscales nouvelles, la plus-value des recettes fiscales, les conséquences du projet dans le domaine des finances communales, l'augmentation des centimes additionnels à la taxe foncière) ; pp. 371, 372 ;
- Observations de MM. ANCOT, PHOLIEN, HARMEGNIES, le PRESIDENT et DOUTREPONT ; pp. 371, 372 ;
- DOUTREPONT (concernant la détérioration du régime parlementaire ; le déficit du budget de 1960, la dictature de l'administration qui préconise les solutions) ; pp. 372, 373 ;
- Observations de MM. HARMEGNIES, ANCOT, EYSKENS, DELBOUILLE, DEHOUSSE et le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN ; pp. 372, 373 ;
- NOEL (concernant l'expansion économique, la création d'entreprises nouvelles au Borinage, l'assainissement budgétaire, les mesures en faveur des industries, la conquête des marchés de l'Est, les impôts nouveaux, l'âge de la pension ; la réaction de la classe ouvrière) ; pp. 373 à 376 ;
- BARTELOUS (concernant l'attitude du cabinet De Decker en juin 1857, les différences entre la situation de l'époque et la situation actuelle) ; p. 376.

*Reprise de la discussion générale* (8 février 1961 — après-midi).

- Discours de MM. GODIN (concernant l'impasse financière, la nécessité d'une situation financière saine, les dangers du précompte) ; pp. 377, 378 ;
- le baron de DORLODOT (concernant le coût de la catastrophe congolaise, les conditions de l'assainissement complet de la situation financière, le groupement de mesures d'économie et d'impôts nouveaux dans une seule loi, le danger insurrectionnel) ; pp. 378, 379 ;
- Observations de MM. DE BLOCK, LEMAL, DELBOUILLE et le PRESIDENT ; pp. 378, 379 ;
- MEURICE (concernant l'effort d'expansion économique, l'assainissement des secteurs en difficulté, l'octroi au gouvernement des moyens financiers nécessaires) ; p. 379 ;
- le baron ZURSTRASSEN (concernant les économies annoncées, l'étatisation du crédit, l'augmentation des dépenses de l'Etat, les dangers de la loi unique) ; pp. 379, 380 ;
- Observations de MM. YERNAUX, TROCLET et BUSIEAU ; p. 380 ;

La discussion générale est close.

*Titre 1<sup>er</sup> — Expansion économique.*

*Discussion générale* (8 février 1961 — après-midi).

- Discours de MM. DE WINTER, rapp. (concernant le ralentissement de l'expansion économique en Belgique, les causes de cette récession relative, le manque paralysant de capitaux d'investissement comportant des risques, la trop lourde charge des impôts sur ces capitaux, la rentabilité insuffisante des entreprises, la trop grande insistance mise sur l'auto-financement et les crédits officiels, le manque de grandes entreprises en Belgique, la création d'un climat d'expansion favorable aux investissements) ; pp. 380 à 383 ;
- Observations de MM. DE BLOCK et HARMEGNIES ; p. 383 ;
- DE BLOCK (concernant la nécessité absolue de l'expansion économique, la charge des impôts en Belgique, la nécessité de grandes entreprises, le taux de progrès insuffisant de l'économie, la qualification et le dynamisme des ouvriers belges, les concentrations d'entreprises, la disparition de notre industrie automobile, le développement de l'emploi ; l'épargne en Belgique, la productivité ; les moyens que préconise le gouvernement pour résoudre les difficultés ; le prix de l'énergie, les industries nouvelles qui ont été créées et leur coût,

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

- le programme économique, les réalisations françaises, les récentes grèves) ; pp. 383 à 388 ;
- Observations de MM. DE WINTER, VAN HOUTTE, FLAMME, V. LEEMANS, REMSON, VAN DER SCHUEREN, HARMEGNIES, ORBAN, A. SMET et DE BOODT ; pp. 383 à 388 ;
- DEKEYZER (concernant la faillite du redressement financier, l'opposition à la loi unique, un article du journal « Le Soir » stigmatisant le passif du gouvernement, la participation initiale des travailleurs chrétiens au mouvement de grèves, la lettre pastorale du cardinal Van Roey relative aux grèves, la répression du mouvement de grèves, les excès commis en 1955 à l'époque de la discussion de la loi Collard, la création de 20.000 emplois nouveaux, la répartition des charges fiscales nouvelles, la situation du Trésor, la coordination économique, l'insuffisance des investissements, l'incidence du chômage, la réorientation des industries, l'exode de capitaux belges) ; pp. 388 à 393 ;
- Observations de MM. A. SMET, JESPERS, le PRESIDENT, G. BREYNE, VAN BUGGENHOUT, DE BOODT, STUBBE, ORBAN, VAN DER SCHUEREN, SLEDSSENS, D. SMETS, VERMEYLEN, BUSIEAU et FLAMME ; pp. 388 à 391 ;
- L. DESMET (concernant les échecs du gouvernement en matière économique, la persistance du chômage, le plan-clé du P.S.C., le discours du président du P.S.C. à Louvain, la reconversion du Borinage et du Centre, la répartition des investissements entre la partie flamande du pays et la Wallonie, l'économie régionale, l'incidence de l'augmentation de la taxe de transmission sur le prix de diverses marchandises, la récupération de la taxe sur les exemptés militaires, le rôle du pouvoir politique dans l'application du plan d'expansion économique) ; p. 393 à 396 ;
- Observations de MM. DUVIEUSART, ROLIN, DE BLOCK, FLAMME et VAN HOUTTE ; pp. 394 à 396 ;
- FLAMME (concernant la situation économique aux Pays-Bas, les lois Duvieusart et Rey, le plan quinquennal, la nécessité d'une véritable programmation) ; pp. 396 à 398 ;
- Observations de MM. ORBAN, MOULIN, de la VALLEE POUSSIN, VAN DER SCHUEREN, DE BLOCK, DEQUAE et DUVIEUSART ; pp. 396, 397 ;
- DEQUAE, m.c.éc. (concernant les mesures favorisant l'expansion économique, la programmation, la note de programmation pour l'agriculture, le financement des crédits d'investissements, le rythme de croissance économique, l'épargne, la collaboration du secteur privé, le nombre d'emplois nouveaux, la recherche scientifique, la stabilité des prix) ; pp. 398 à 400 ;
- Observations de MM. DE BLOCK et DE WINTER ; pp. 398, 399.

*Reprise de la discussion générale* (9 février 1961 — matin).

- Discours de MM. D. SMETS (concernant l'opinion de « La Relève » et l'avis du Conseil central de l'Economie sur le projet de loi unique, la coordination des deux lois auxquelles a trait l'article 2 du projet, la contribution pour la garantie de l'Etat, le rétablissement de notre crédit à l'étranger, la coordination économique, le nombre de ministres et organismes qui s'en occupent) ; pp. 401 à 404 ;
- Observations de MM. DE WINTER, DEQUAE, DONSE et DE BOODT ; pp. 401 à 404 ;
- DEQUAE, m.c.éc. (concernant l'article 2 du projet, la contribution pour la garantie de l'Etat, la coordination économique) ; p. 404 ;
- FLAMME (concernant les conditions à remplir pour l'obtention des avantages des subventions) ; pp. 404, 405 ;
- Intervention de M. DE WINTER ; p. 404 ;
- DEQUAE, m.c.éc. (répond à M. FLAMME) ; p. 405 ;
- La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (9 février 1961 — matin).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

- Intervention de M. DOUTREPONT ; observations de MM. le PRESIDENT et FLAMME ;
- L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 405, 406.

*Art. 2 à 8.*

- Adoptés sans observations ; p. 406 à 408.

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

## Titre II — Emploi et travail.

## Discussion générale (9 février 1961 — matin).

Discours de MM. URBAIN, m.e.t. (concernant les fonctions nouvelles confiées à l'Office national de l'Emploi dans le cadre de la reconversion des entreprises, la réadaptation des chômeurs, l'intervention de l'Office en faveur des chômeurs âgés ou handicapés, l'intégration du Fonds des handicapés à l'Office national de l'Emploi, la lutte contre les abus en matière de chômage, la réglementation du marché de l'emploi); pp. 408, 409;

Observations de MM. MOULIN et VERMEYLEN; p. 409;

TROCLET (concernant le problème des handicapés, le cas des handicapés qui pourraient exercer une profession indépendante, l'étendue des tâches confiées à l'Office national de l'Emploi, les divers aspects du reclassement des handicapés, le financement de l'exécution des tâches fixées par la loi du 28 avril 1958, le mémoire de la Fédération Nationale des Invalides du Travail relatif au transfert du Fonds de reclassement des handicapés à l'Office national de l'Emploi; les problèmes de l'assurance chômage, la limitation des périodes d'indemnisation, les deux périodes, le renforcement du contrôle, l'agonie du gouvernement, le caractère anti-social de la loi unique); pp. 409 à 415;

Observations de MM. EYSKENS, VERMEYLEN, Gh. LEE-MANS, MOULIN, ADAM et DE WINTER; pp. 410 à 415;

MOULIN (concernant le transfert du Fonds des handicapés à l'Office du placement et du chômage, la non-application de la loi du 28 avril 1958, les dispositions du projet de loi unique relatives aux handicapés); pp. 415, 416;

Observations de MM. TROCLET, ORBAN, CUSTERS, R. HOUBEN et HARMEGNIES; pp. 415, 416.

## Reprise de la discussion générale (9 février 1961 — après-midi).

Discours de M. DEKEYZER (concernant l'absence de consultation des milieux des travailleurs, les négociations avec un syndicat, le chômage en Wallonie et en Flandre, les abus en matière de chômage, la fraude fiscale, le non-paiement de cotisations sociales, la mise au travail des chômeurs, les deux périodes d'indemnisation, le sort des chômeurs âgés ou handicapés, les problèmes de la fermeture d'entreprises et de la mobilité de la main-d'œuvre, les solutions radicales à prendre pour remédier au chômage); pp. 418 à 421;

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, TROCLET et ORBAN; pp. 419 à 421;

Mme MELIN-Ep. GUILMAIN (concernant le travail à temps partiel pour les femmes, les recommandations de l'O.I.T. en la matière, la situation des travailleuses soumises à un chômage intermittent); pp. 421, 422;

Observation de M. le PRESIDENT; p. 422;

MM. HARMEGNIES (concernant la mise au travail de chômeurs par les communes, le récent arrêté pris dans ce domaine); p. 422;

YERNAUX (concernant la perte de confiance de la Wallonie, la création d'une industrie sidérurgique en Flandre); pp. 422 à 424;

Observations de M. DE WINTER; p. 423;

URBAIN, m.e.t. (répond aux orateurs et traite notamment du contrôle en matière d'assurance chômage, du Fonds des handicapés, du travail à temps réduit, de la mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics); p. 424;

Observations de MM. ROLIN, HARMEGNIES et YERNAUX; p. 424;

TROCLET (concernant la publication des arrêtés relatifs au chômage); p. 424;

Observations de MM. HARMEGNIES, URBAIN, TROCLET, ROLIN, BUSIEAU et YERNAUX; pp. 424, 425;

DEKEYZER (concernant la réponse du ministre); p. 425;

La discussion générale est close.

## Discussion des articles (9 février 1961 — après-midi).

## Art. 9.

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN; l'amendement de M. TROCLET est rejeté;

L'article est adopté; pp. 428, 429.

## Art. 10.

Intervention de MM. ROLAND, TROCLET, URBAIN et Gh. LEE-MANS; les amendements 1 et 2 de M. TROCLET

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

sont rejetés (vote nominatif); l'amendement 3 de M. TROCLET est retiré;

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN; l'amendement 4 de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. TROCLET, URBAIN, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. EYSKENS, TROCLET, VAN BUGGENHOUT, Mme MELIN-Ep. GUILMAIN, MM. ROLIN, SERVAIS, m.p.s., D. SMETS; observations de MM. VERMEYLEN, DE WINTER, WAR-NANT, A. SMET; l'amendement de M. TROCLET au 5<sup>e</sup> de l'article est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 429 à 437.

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN; observations de MM. A. SMET et DONSE;

L'article 10bis proposé par M. TROCLET est rejeté (vote nominatif); pp. 437 à 439.

## Art. 11.

Intervention de MM. D. SMETS et EYSKENS;

L'article est adopté; p. 439.

## Art. 12.

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN; observations de MM. le PRESIDENT et VERMEYLEN; l'amendement principal de M. TROCLET tendant à la suppression des articles 12, 13 et 14 est retiré; le premier amendement subsidiaire de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN; le deuxième amendement subsidiaire de M. TROCLET est rejeté;

L'article est adopté (vote nominatif); pp. 439 à 442.

## Art. 13.

Intervention de MM. TROCLET, VERMEYLEN, Gh. LEE-MANS et URBAIN;

L'article est adopté (vote nominatif); pp. 442, 443.

## Art. 14.

Adopté sans observations; p. 443.

## Art. 15.

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN; l'amendement A de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. TROCLET, VERMEYLEN et URBAIN; l'amendement B de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. ROLAND, URBAIN, TROCLET, ROLIN, R. HOUBEN, D. SMETS, VERMEYLEN; observations de MM. DE BLOCK, ORBAN, le PRESIDENT, DONSE et DE WINTER; l'amendement de M. VERMEYLEN est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 443 à 451.

## Art. 16.

Intervention de MM. TROCLET, URBAIN, VERMEYLEN, ORBAN et VAN REMOORTEL; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 451, 452.

## Art. 17.

Intervention de MM. TROCLET, URBAIN et ORBAN; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. VERMEYLEN, URBAIN et ROLIN; observations de MM. VAN BUGGENHOUT, DE BLOCK et TROCLET.

## Reprise de la discussion des articles (10 février 1961 — matin).

## Art. 17.

Intervention de MM. URBAIN, CUSTERS, VERMEYLEN, P. DE SMET, GILON, DE BLOCK, DELMOTTE et TROCLET; observations de MM. ROLIN et DUA;

Intervention de M. P. DE SMET (qui demande la clôture de la discussion); observations de MM. LEYNEN, HARMEGNIES, DE BLOCK, le PRESIDENT et D. SMETS;

Intervention de M. VERMEYLEN (sur la clôture de la discussion); observations de MM. le PRESIDENT et D. SMETS;

La clôture est décidée.

Intervention de M. D. SMETS (pour un rappel au règlement) observations de M. le PRESIDENT; l'amendement de

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

M. VERMEYLEN est rejeté (vote nominatif) ; observations de MM. DE BLOCK, le PRÉSIDENT et CROMMEN ; L'article est adopté ; pp. 455 à 460.

**Art. 18.**

Intervention de MM. HOUGARDY, D. SMETS, URBAIN, ROLIN, VANDER BRUGGEN, TROCLET, SERVAIS, COLONVAUX, Mme MELIN-Ep. GUILMAIN, du baron de DORLODOT et de M. VERMEYLEN ; observations de MM. DE BLOCK, STUBBE, DOUTREPONT, HARMEGNIES, le PRÉSIDENT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. DELBOUILLE ; l'amendement de M. HOUGARDY est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de M. TROCLET ; le premier amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ; le premier amendement de M. ROLIN est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN ; le deuxième amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ; observations de MM. ROLIN, URBAIN et VERMEYLEN ; le deuxième amendement de M. ROLIN est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. FLAMME, TROCLET et URBAIN ; observations de MM. Gh. LEEMANS, ROLIN, PONCELET et P. DE SMET ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 460 à 472.

**Art. 19.**

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 472, 473.

Intervention de MM. HOUGARDY et URBAIN ; l'amendement de M. HOUGARDY tendant à l'insertion d'un article 19bis est rejeté (vote nominatif) ; pp. 473 à 475.

*Reprise de la discussion des articles*  
(10 février 1961 — après-midi).

**Art. 20.**

Intervention de M. URBAIN ; observations de MM. ROLIN, le PRÉSIDENT, P. DE SMET et ORBAN ; l'amendement de M. HOUGARDY est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 477 à 479.

**Art. 21.**

Intervention de MM. TROCLET, URBAIN, HOUGARDY, DUVIEUSART et D. SMETS ; observations de MM. ORBAN et VAN HOUTTE ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 480, 481.

**Art. 22.**

Intervention de MM. TROCLET, DEKEYZER, URBAIN et D. SMETS ; observations de M. DOUTREPONT ; l'amendement subsidiaire de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 481 à 483.

**Art. 23.**

Intervention de M. D. SMETS ; observations de M. URBAIN ; L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 483, 484.

**Art. 24.**

Intervention de MM. HOUGARDY, URBAIN, TROCLET, DELMOTTE, Gh. LEEMANS (qui propose le renvoi en commission) ; observations de MM. VERMEYLEN, ROLIN, YERNAUX et MOULIN ; la proposition de renvoi et commission est rejetée (vote nominatif) ; l'amendement de M. HOUGARDY est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. ROLIN, R. HOUBEN, DOUTREPONT, TROCLET, ROLAND, SERVAIS, DEKEYZER, VERMEYLEN, URBAIN, VANDER BRUGGEN, FLAMME, le PRÉSIDENT (qui regrette que le Sénat soit pratiquement mis dans l'impossibilité d'exercer son droit d'amendement), G. BREYNE, GOOSSENS, DAMAN, VAN BUGGENHOUT et D. SMETS ; observations de MM. YERNAUX, ORBAN, HARMEGNIES, VAN HOUTTE, BUSIEAU, DE BLOCK, ANCOT et A. SMET ; l'amendement de M. ROLIN est rejeté (vote nominatif) ;

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN ; observations de MM. ROLIN, ORBAN, D. SMETS et R. HOUBEN ; le premier amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ; le second amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. FLAMME et URBAIN ; l'amendement de M. FLAMME est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. TROCLET et URBAIN ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. D. SMETS et VAN HOUTTE ; le premier alinéa de l'article est adopté (vote nominatif) ; le second alinéa de l'article est adopté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 484 à 499, 502 à 505.

**Art. 25.**

Intervention de MM. TROCLET, URBAIN, DELMOTTE et LEMAL ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. FLAMME, URBAIN, ROLAND, D. SMETS, GOOSSENS et LIGOT ; observations de MM. TROCLET, MOULIN et DE BLOCK ; les paragraphes a et b de l'article sont adoptés (vote nominatif) ; le paragraphe c de l'article est adopté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 505 à 509.

**Art. 26.**

Intervention de MM. DELMOTTE, DEKEYZER, DAMAN, TROCLET, YERNAUX et URBAIN ; observations de M. R. HOUBEN ; l'amendement de M. DAMAN est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 509 à 512.

**Art. 27.**

L'article est adopté (vote nominatif) ; p. 513.

**Art. 28.**

Intervention de MM. TROCLET, URBAIN et ROLIN ; observations de MM. VERMEYLEN, DEHOUSSE, R. HOUBEN et D. SMETS ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 513, 514.

**Art. 29.**

Intervention de M. LEMAL ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; p. 514.

**Art. 30.**

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 514, 515.

**Art. 31.**

Intervention de MM. TROCLET, ROLIN, URBAIN, OBLIN et ORBAN ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 515, 516.

**Art. 32.**

Intervention de MM. DEKEYZER, TROCLET et URBAIN ; l'amendement de M. TROCLET est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. MAGE, URBAIN, TROCLET, DEKEYZER, D. SMETS et VANDER BRUGGEN ; l'amendement de M. DEKEYZER est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 516 à 519.

**Titre III — Prévoyance sociale.**

*Discussion générale* (10 février 1961 — après-midi).

Discours de MM. BEULERS (concernant les avances que le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs accordera au secteur de l'assurance maladie-invalidité, la situation du Fonds, le nombre de pensionnés et en particulier de pensionnés invalides, les dettes des charbonnages envers le Fonds, les fermetures de charbonnages dans la région liégeoise, l'utilisation des subsides alloués aux charbonnages) ; pp. 519 à 522 ; Observations de M. DELMOTTE ; p. 519 ;

TROCLET (concernant l'accroissement du déficit de l'assurance maladie-invalidité, la question du contrôle, le plan Servais, la nécessité d'un texte de loi en matière d'assurance maladie-invalidité, les indemnités d'invalidité, l'augmentation des allocations familiales) ; pp. 522 à 525 ;

Observations de MM. SERVAIS et REMSON ; pp. 523 à 525.

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

*Reprise de la discussion générale (11 février 1961).*

Discours de MM. TROCLET (concernant l'adaptation des allocations complémentaires accordées aux victimes des accidents du travail, la consultation du corps médical, le problème des spécialités pharmaceutiques, les recettes que l'Etat prélève sur l'assurance maladie-invalidité, la création d'un Institut de contrôle médical); pp. 528, 529;

PHOLIEN (concernant le libre choix du médecin, le libre exercice de la pratique médicale, la protection du secret professionnel, le règlement des conflits entre les médecins et l'administration); p. 529;

REMSON (concernant le problème des honoraires médicaux, la question des accords valables à rechercher entre les médecins et l'assurance, l'attitude des représentants du corps médical belge, la question du ticket modérateur, les indemnités d'invalidité); pp. 529 à 531;

MOULIN (concernant le caractère inacceptable du projet, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, les mesures prises en matière de loyers d'habitations sociales, l'instauration d'un Service national de la Santé, le rétablissement du Conseil supérieur de l'assurance maladie-invalidité); pp. 531, 532;

BLOCK (concernant l'échec du plan-clé, le logement social, les arrêtés royaux de décembre 1960 en la matière, les mesures relatives aux primes à la construction, l'augmentation des loyers des habitations à bon marché, l'opinion de la presse P.S.C. à propos de ces mesures); pp. 533 à 535;

SERVAIS, m.p.s. (répond aux orateurs et traite notamment de la situation dans laquelle se trouve la sécurité sociale des ouvriers mineurs, de l'Institut de contrôle médical, des spécialités pharmaceutiques, de la fixation des honoraires médicaux, des mesures prises récemment en matière de logement social, du ticket modérateur); pp. 535 à 537;

Observations de MM. VERMEYLEN, ROLIN, TROCLET, REMSON, BLOCK, SEGERS, m.c., DE BLOCK et MOULIN; pp. 535 à 537;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (11 février 1961).*

*Art. 33.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS; les amendements de M. TROCLET sont rejetés (vote nominatif); l'amendement subsidiaire de M. TROCLET est rejeté;

L'article est adopté; pp. 537 à 539.

*Art. 34.*

Intervention de MM. REMSON, ROLIN, SERVAIS, D. SMETS et TROCLET; observations de MM. le PRÉSIDENT, CUSTERS, LEYNEN, R. HOUBEN, VERHAEST, VANDEPUTTE et E. CLAEYS; les quatre amendements de M. TROCLET sont rejetés (vote nominatif); les amendements de M. ROLIN sont rejetés;

L'article est adopté; pp. 539 à 542.

*Art. 35.*

Intervention de MM. TROCLET, SERVAIS et R. HOUBEN; L'article est adopté; pp. 542, 543.

*Art. 36 et 37.*

Adoptés sans observations; p. 543.

*Art. 38.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS;

L'article est adopté; p. 543.

*Art. 39.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS;

L'article est adopté; p. 544.

*Art. 40.*

Intervention de M. PHOLIEN; l'amendement de MM. PHOLIEN et VERSE est rejeté; intervention de MM. TROCLET, SERVAIS et ROLIN; l'amendement de M. TROCLET est rejeté;

L'article est adopté; pp. 544, 545.

*Art. 41.*

L'amendement de M. PHOLIEN est rejeté;

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS; l'amendement de M. TROCLET est rejeté;

L'article est adopté; pp. 545, 546.

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

*Art. 42.*

Adopté sans observations; p. 546.

*Art. 43.*

L'amendement de MM. PHOLIEN et VERSE est rejeté;

Intervention de MM. ROLIN et SERVAIS; observations de MM. VERMEYLEN et R. HOUBEN; les amendements de M. ROLIN sont rejetés;

L'article est adopté; pp. 546 à 548.

*Art. 44.*

Intervention de MM. HOUGARDY et SERVAIS; l'amendement de M. HOUGARDY est rejeté;

L'article est adopté; p. 548.

*Art. 45.*

L'amendement de MM. PHOLIEN et VERSE est rejeté;

L'article est adopté; pp. 548, 549.

*Art. 46.*

Adopté sans observations; p. 549.

*Reprise de la discussion des articles (13 février 1961 — matin).*

*Art. 46.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS; les amendements de M. TROCLET tendant à l'insertion d'articles 46bis, 46ter et 46quater sont rejetés; pp. 552 à 554.

*Art. 47.*

Adopté sans observations; p. 554.

*Art. 48.*

Intervention de M. TROCLET; l'amendement de M. TROCLET est rejeté;

Observation de M. SERVAIS concernant la rectification d'une erreur matérielle;

L'article est adopté avec la rectification matérielle précitée; p. 554.

*Art. 49.*

Adopté sans observations; pp. 554, 555.

*Art. 50.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS; l'amendement de M. TROCLET est rejeté;

Intervention de MM. ROLAND et SERVAIS;

L'article est adopté; p. 555.

*Art. 51.*

Intervention de MM. ROLIN, TROCLET, CUSTERS et SERVAIS; observation de M. ORBAN; les quatre premiers alinéas sont adoptés; les derniers alinéas sont adoptés;

L'article est adopté; pp. 555 à 558.

*Art. 52.*

Intervention de MM. HOUGARDY, SERVAIS, REMSON et TROCLET; l'amendement de M. HOUGARDY est rejeté; l'amendement de M. REMSON est rejeté;

Intervention de MM. TROCLET, MOULIN, Gh. LEEMANS et SERVAIS; les votes sur l'amendement de M. TROCLET et l'article sont réservés; pp. 557 à 561.

*Art. 53.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS; l'amendement de M. TROCLET est rejeté;

L'article est adopté; p. 561.

*Art. 54.*

Intervention de MM. MOULIN et SERVAIS;

L'article est adopté; pp. 561, 562.

*Art. 55.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS;

L'article est adopté; p. 562.

*Art. 56.*

Intervention de MM. TROCLET et SERVAIS; l'amendement de M. TROCLET est retiré;

L'article est adopté; p. 562.

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

*Art. 57 à 60.*

Adoptés sans observations ; pp. 562, 563.

*Art. 61.*

L'article est adopté ; p. 563.

L'amendement de M. TROCLET tendant à l'insertion d'un article 61bis est retiré ; p. 563.

*Art. 62 et 63.*

Adoptés sans observations ; p. 563.

*Art. 64.*

Intervention de MM. TROCLET, DETHIER, SERVAIS et BEULERS ;

Les votes sur l'amendement de M. Beulers et l'article 64 sont réservés ; pp. 563, 564.

*Vote sur les amendements et articles réservés*  
(13 février 1961 — après-midi).

*Art. 52 et 64.*

L'amendement proposé par M. TROCLET à l'article 52 et l'amendement proposé par M. BEULERS à l'article 64 sont rejetés (vote nominatif) ; pp. 621, 622.

*Titre IV — Pouvoirs régionaux et locaux.*

*Discussion générale* (13 février 1961 — matin).

Discours de MM. HARMEGNIES (concernant l'opposition à la loi unique, les commissions spéciales qui avaient été chargées d'étudier la situation financière des provinces et communes, la réduction du Fonds des communes, l'aggravation de la fiscalité communale, la réduction des crédits pour les primes De Taeye) ; pp. 565 à 567 ;

Observations de M. Eyskens ; pp. 566, 567 ;

MACHTENS (concernant les engagements pris lors de la discussion du budget de 1960, les frais de fonctionnement des justices de paix et des tribunaux de police, les dépenses d'assistance sans cesse croissantes, l'incidence des augmentations de traitements résultant d'une hausse de l'index, la modification des critères d'attribution, les nouveaux impôts communaux, la diminution de la dotation du Fonds des communes) ; pp. 567 à 569 ;

Observations de MM. EYSKENS, LEFEBVRE, m.v.p.c.i., HARMEGNIES, VERSE, de STEXHE et LEMAL ; pp. 567 à 569 ;

VERSPÉETEN (concernant la question des cadres du personnel communal, les traitements, le recrutement et les promotions) ; pp. 569, 570.

*Reprise de la discussion générale* (13 février 1961 — après-midi).

Discours de MM. DE BRUYNE (concernant les principes de base de la loi Vermeylen, les critères subjectifs de répartition prévus dans cette loi ; l'extension de la fiscalité communale) ; pp. 572, 573 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, HARMEGNIES et YERNAUX ; p. 573 ;

E. CLAEYS (concernant la diminution de la dotation du Fonds des communes, les nouvelles impositions qui frapperont les habitants des villes mais non ceux qui bénéficient des réalisations des grands centres, le problème angoissant des grandes villes) ; pp. 573, 574 ;

Observation de M. HARMEGNIES ; p. 573 ;

DELMOTTE (concernant le déficit des communes, la diminution du Fonds des communes, la mauvaise situation financière du gouvernement) ; p. 574 ;

LEMAL (concernant les tendances répréhensibles du projet, la référence à des arrêtés d'exécution dont le Parlement n'aura pas eu connaissance) ; p. 575 ;

Observations du comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN et de M. LEFEBVRE ;

HERCOT (affirme son opposition à la loi unique et renonce à la parole) ; p. 576 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, HARMEGNIES, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. MOULIN ; p. 576 ;

LEFEBVRE, m.v.p.c.i. (répond aux orateurs et traite notamment de la situation financière des communes, des moyens de la redresser, de l'augmentation de la responsabilité des administrateurs communaux, la réduction du Fonds des communes, l'établissement des cadres et des barèmes communaux, des

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

droits acquis, de la fusion du Fonds d'assistance et du Fonds des communes, de la modification des limites territoriales des communes, de la fiscalité communale) ; pp. 576 à 579 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, YERNAUX, VERMEYLEN, de STEXHE et MACHTENS ; pp. 576 à 579 ;

BUISSERET (concernant les passifs accumulés par les grandes villes et communes) ; p. 579 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (13 février 1961 — après-midi).

*Art. 65.*

Intervention de MM. VERMEYLEN et LEFEBVRE ; l'amendement de MM. VERMEYLEN et ROLIN est retiré ;

Intervention de MM. CRAEYBECKX, LEFEBVRE et MACHTENS ;

L'article est adopté ; pp. 578 et 581.

*Art. 66 à 70.*

Adoptés sans observations ; pp. 581, 582.

*Art. 71.*

Intervention de MM. VERMEYLEN et LEFEBVRE ; observation de M. HARMEGNIES ; l'amendement de MM. VERMEYLEN et ROLIN est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 582, 583.

*Art. 72 et 73.*

Adoptés sans observations ; p. 583.

*Art. 74.*

Intervention de MM. MACHTENS et LEFEBVRE ;

L'article est adopté ; pp. 583, 584.

*Art. 75.*

Intervention de MM. VERMEYLEN et LEFEBVRE ; l'amendement de MM. VERMEYLEN et ROLIN est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 584, 585.

*Art. 76 à 90.*

Adoptés sans observations ; pp. 585 à 587.

*Art. 91.*

Intervention de MM. MACHTENS, NEYBERGH, rapp., DEHOUSSE et ROLIN ; observations de M. VERMEYLEN ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 587 à 589.

*Art. 92.*

Adopté sans observations ; p. 589.

*Art. 93.*

Intervention du comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN, de MM. LEFEBVRE, VERMEYLEN et GODIN ; observations de MM. HARMEGNIES, ROLIN et EYSKENS ;

L'article est adopté ; p. 589.

*Art. 94 et 95.*

Adoptés sans observations ; p. 590.

*Art. 96.*

Intervention de MM. G. BREYNE, MACHTENS, VAN HOUTTE, m.f., et YERNAUX ; observations de MM. LEFEBVRE et EYSKENS ; l'amendement de M. VERMEYLEN est rejeté ; l'amendement de M. YERNAUX est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 590 à 593.

*Art. 97.*

L'amendement de M. VERMEYLEN est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 593, 594.

*Art. 98 et 99.*

Adoptés sans observations ; p. 594.

*Art. 100 et 101.*

Intervention de MM. HARMEGNIES et VERMEYLEN ; l'amendement de M. HARMEGNIES est rejeté (vote nominatif) ;

Les articles sont adoptés ; pp. 594, 595.

*Art. 102.*

Intervention de M. HARMEGNIES ; l'amendement de M. HARMEGNIES est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 595, 596.

*Art. 103 à 112.*

Adoptés sans observations ; pp. 596, 597.

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

*Titre V — Pensions de retraite et de survie à charge des services publics.**Discussion générale* (13 février 1961 — après-midi).

Discours de MM. BUSIEAU (concernant les atteintes aux droits acquis des agents des services publics, l'absence de consultation syndicale avant la discussion en commission, l'avis défavorable de la commission interdépartementale, la partie du traitement que l'agent des services publics paie pour son statut social, les pensions prématurées, le cas d'agents qui ne cotisent pas à la caisse des veuves et orphelins, le cas d'agents qui passent à la province après 15 ou 20 ans de services à l'Etat, le droit de grève des agents des services publics); pp. 597 à 599;

Observations de MM. VAN HOUTTE, m.f., STUBBE, ADAM et EYSKENS; pp. 597 à 599;

DEKEYZER (concernant l'atteinte aux droits acquis, le relèvement de l'âge de la pension, l'incidence des dispositions nouvelles en cas de pension prématurée); pp. 599, 600;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 599;

DOUTREPONT (concernant la modification des régimes de pension des agents des services publics, les divers régimes, les exemptions de versement au Fonds des veuves et orphelins dont bénéficient les ministres du culte catholique); pp. 600, 601;

Observations de MM. EYSKENS, ORBAN et le PRESIDENT; p. 601;

VAN REMOORTEL (concernant le caractère anticonstitutionnel du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 115, la non-application de la loi qui a institué la taxe militaire); p. 602;

DELMOTTE (concernant l'atteinte aux pensions du personnel enseignant et des cheminots, la diminution du pouvoir d'achat des pensions); p. 602;

Observations de M. VAN HOUTTE, m.f.; p. 602;

NOEL (concernant l'atteinte au statut des agents des chemins de fer, l'absence de consultation de la commission paritaire de la S.N.C.B.); pp. 602, 603;

Observations de MM. EYSKENS et VAN HOUTTE, m.f.; p. 603;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (13 février 1961 — après-midi).*Art. 113.*

L'amendement de MM. DOUTREPONT et VERMEYLEN est rejeté; l'amendement de MM. HOUGARDY et DE GRAUW est rejeté;

L'article est adopté; p. 603.

*Art. 114.*

Adopté sans observations; pp. 603, 604.

*Art. 115.*

Intervention de MM. BUSIEAU, VAN HOUTTE, W. DE CLERCQ, m.s.s.E.b., LIGOT, HARMEGNIES, EYSKENS et VERMEYLEN; le premier amendement de M. BUSIEAU est retiré, le second amendement de M. BUSIEAU est rejeté;

Intervention de MM. LACROIX, VAN HOUTTE, MACHTENS et HOUGARDY; observation de M. WARNANT; l'amendement de MM. HOUGARDY et DE GRAUW est retiré; l'amendement de MM. WIARD et LACROIX est rejeté; l'amendement de M. LACROIX est rejeté;

L'article est adopté; pp. 604 à 607.

*Art. 116.*

Intervention de MM. HOUGARDY et W. DE CLERCQ; l'amendement principal de MM. HOUGARDY et DE GRAUW est rejeté; l'amendement subsidiaire de MM. HOUGARDY et DE GRAUW est rejeté;

L'article est adopté; pp. 607 à 609.

*Art. 117.*

Intervention de MM. HOUGARDY, VAN HOUTTE, MACHTENS, BUSIEAU et W. DE CLERCQ; l'amendement de MM. HOUGARDY et DE GRAUW est retiré; l'amendement de M. BUSIEAU est rejeté;

L'article est adopté; pp. 609 à 611.

*Art. 118.*

Intervention de MM. VAN HOUTTE et HOUGARDY; observation de M. BUSIEAU;

L'article est adopté; p. 611.

## Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

*Titre VI — Dommages de guerre.**Discussion générale* (13 février 1961 — après-midi).

Discours de MM. LACROIX (concernant le paiement de la totalité de l'indemnité en titres, la suppression de la preuve du emploi; la liquidation des derniers dossiers); p. 612;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (répond à M. LACROIX); p. 612;

Observations de MM. LACROIX, JANSSEN et DOUTREPONT; p. 612;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (13 février 1961 — après-midi).*Art. 119.*

Adopté sans observations; p. 612.

*Titre VIII — Fiscalité d'Etat.**Discussion générale* (13 février 1961 — après-midi).

Discours de MM. DE BRUYNE (concernant la part que les impositions incorporées dans les prix représentent dans les rentrées fiscales, l'exemple des Pays-Bas, le caractère anti-social du régime fiscal belge, la fraude fiscale); pp. 613, 614;

VAN REMOORTEL (concernant le précompte); p. 614;

PONCELET (considère la loi comme une loi de salut public); p. 614;

VERSE (concernant les économies qui pourront être réalisées, les nouvelles mesures fiscales); p. 614;

WIARD (concernant le précompte, l'anonymat du bordereau); p. 615;

Observations de M. VAN HOUTTE; p. 615;

HARMEGNIES (concernant la réduction du Fonds des communes); p. 615;

VAN HOUTTE, m.f. (concernant l'augmentation de la taxe de transmission prévue dans le memorandum socialiste remis au Roi); p. 615;

Observations de M. HARMEGNIES; p. 615;

HOUGARDY (concernant l'augmentation des impôts au moment où ils sont diminués dans les pays voisins, le précompte); p. 615;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (13 février 1961 — après-midi).*Art. 120 à 127.*

Adoptés sans observations; pp. 615 à 617.

*Art. 128.*

Intervention de MM. VAN HOUTTE et VERSE; observations de MM. HARMEGNIES, DOUTREPONT, DE BLOCK et VERHAEST; l'amendement de MM. HOUGARDY et VERSE est rejeté;

L'article est adopté; pp. 617, 618.

*Art. 129.*

Adopté sans observations; p. 618.

*Art. 130.*

L'amendement de MM. HOUGARDY et VERSE est rejeté;

L'article est adopté; pp. 618 et 619.

*Art. 131.*

Intervention de MM. VERMEYLEN, ADAM, VAN HOUTTE et VERSE;

L'article est adopté (vote nominatif); pp. 619 à 621.

L'amendement de MM. HOUGARDY et VERSE tendant à l'insertion d'un article 131bis est rejeté; p. 621.

*Art. 132 à 134.*

Adoptés sans observations; p. 621.

*Vote* (13 février 1961).

Le baron de DORLODOT, MM. GILLON, COULONVAUX, DE WINTER, MOREAU de MELEN, ROLIN et MATERNE justifient leur vote; pp. 622, 623.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 97 voix contre 63 et 6 abstentions; pp. 623, 624.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).***Déclaration du Président (13 février 1961).*

M. le **PRESIDENT** déplore que le Sénat n'ait pu en fait exercer dans leur plénitude ses prérogatives constitutionnelles et souhaite qu'à l'avenir ces prérogatives soient intégralement respectées; p. 624.

**Finances. — V. aussi Affaires étrangères.**

**Fonds autonome. — V. Travaux publics.**

**Forces armées. — V. Affaires étrangères.**

**G****Gendarmerie.**

*Ann. —* Par lettres des 29 et 30 décembre 1960, le Ministre de la Défense Nationale fait connaître qu'environ 3600 membres de la gendarmerie ont été rappelés, en exécution de l'article 67 des lois coordonnées sur la milice, le recrutement et les obligations de service; p. 158 (17 janvier 1961).

**Gouvernement.****COMPOSITION.**

*Ann. —* Transmission par le Premier Ministre de la copie d'un arrêté royal, en date du 18 novembre 1960, portant démission du baron DE VLEESCHAUWER de ses fonctions de Ministre de l'Agriculture ainsi que de la copie d'un arrêté royal daté du 21 novembre 1960 portant nomination de M. HEGER en qualité de Ministre de l'Agriculture; p. 16 (7 décembre 1960).

**Greffiers. — V. Organisation judiciaire/Personnel judiciaire.**

**Guerre. — V. aussi Affaires étrangères.**

**H****Habitations.****SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ TERRIENNE.**

*Ann. —* Rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 8 (8 novembre 1960).

**Hypothèques. — V. Privilèges et hypothèques.**

**I****Impôts.****IMPOTS DIRECTS.****PROCEDURE DE CONCILIATION.**

*Proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1953 instaurant temporairement une procédure de conciliation en matière d'impôts directs pour certains impôts et certains exercices.*

*Ann. — Ajournement (14 décembre 1960).*

Discours de MM. DE BAECK (concernant la consultation de la commission pour la révision de la procédure fiscale; demande que la proposition reste à l'ordre du jour); p. 66;

Observations de MM. VERMEYLEN, ORBAN, DEQUAE, m.c.éc. et le **PRESIDENT**; p. 66;

VERMEYLEN, rapp. (souhaite que le Ministre des Finances soit informé de la décision du Sénat); p. 66;

Observations de MM. DE BAECK et ROLIN; p. 66;

L'ajournement est décidé.

*Ajournement (14 février 1961).*

Intervention de MM. DE BAECK et VERMEYLEN, rapp. (qui demandent l'ajournement au lendemain après-midi); p. 659;

L'ajournement est décidé.

*Ajournement (15 février 1961).*

Intervention de M. VAN HOUTTE, m.f. (qui demande l'ajournement au lendemain); p. 691;

L'ajournement est décidé.

*Discussion générale et ajournement (16 février 1961).*

Discours de MM. VAN HOUTTE, m.f. (rappelle quel était le but de la loi du 24 juillet 1953; concernant l'extension aux impôts directs de la procédure prévue par cette loi, les objections formulées à l'égard de la proposition en cause par les procureurs généraux et la commission d'étude de la réforme de la procédure fiscale); p. 753;

VERMEYLEN, rapp. (concernant les objections formulées à l'égard de la proposition, estime que l'adoption de la proposition ne doit pas provoquer de retard dans la procédure); pp. 753, 754;

Observation de M. VAN HOUTTE; p. 754;

DE BAECK (déclare que la procédure de conciliation n'entraînera pas de retards; concernant les résultats obtenus par la procédure de conciliation, le sabotage de la procédure de conciliation par l'administration); p. 754;

ROLIN (estime que le vote de la proposition provoquera un certain retard dans les affaires où il y aurait une demande de conciliation); pp. 754, 755;

DUVIEUSART (propose l'ajournement); p. 757;

DE BAECK (concernant l'avis des commissions de la Justice et des Finances en faveur de la proposition); p. 757;

Observation de M. ROLIN; p. 757;

VERMEYLEN (partage l'avis de M. DUVIEUSART); p. 757;

L'ajournement est décidé.

**IMPOTS INDIRECTS.****DOUANES ET ACCISES**

*Projet de loi modifiant le régime d'accise des huiles minérales.*

*Doc. —* N° 77: Rapport de M. Godin.

*Ann. — Discussion générale (2 février 1961).*

Discussions générales jointes des projets de loi concernant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés et concernant le régime d'accise des benzols et des produits analogues.

Discours de M. GODIN, rapp. (concernant la portée des trois projets en discussion); p. 307;

Observation de M. le **PRESIDENT**; p. 307.

La discussion générale est close.

**Impôts. — IMPOTS INDIRECTS (suite).**  
**DOUAINES ET ACCISES (suite).***Discussion des articles* (2 février 1961).*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations; pp. 307 à 309.

*Vote* (2 février 1961).

M. VERMEYLEN justifie le vote de son groupe;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 51; p. 313.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi concernant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés.*

Doc. — N° 78: Rapport de M. Godin.

*Ann.* — Discussion générale jointe à celles des projets de loi modifiant le régime d'accise des huiles minérales et concernant le régime d'accise des benzols et des produits analogues.*Discussion des articles* (2 février 1961).*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations; pp. 309, 310.

*Vote* (2 février 1961).

M. VERMEYLEN justifie le vote de son groupe;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 51; p. 313.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi concernant le régime d'accise des benzols et des produits analogues.*

Doc. — N° 79: Rapport de M. Godin.

*Ann.* — Discussion générale jointe à celles des projets de loi modifiant le régime d'accise des huiles minérales et concernant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés.*Discussion des articles* (2 février 1961).*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations; pp. 310, 311.

*Vote* (2 février 1961).

M. VERMEYLEN justifie le vote de son groupe;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 51; p. 313.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Impôts. — V. aussi Affaires étrangères.****Impôts sur les revenus. — V. Affaires étrangères/Impôts.****Incidents. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Internats. — V. Enseignement/Enseignement primaire.****Interpellations.****G. BREYNE.***Ann.* — Interpellation aux Ministres de l'Agriculture, des Affaires économiques et de la Coordination économique « sur la situation de la culture du houblon en Belgique et sur les arrêtés pris par M. le Ministre des Affaires économiques à la suite des entretiens qu'il a eus, le 25 octobre dernier avec les délégués des planteurs de houblon de la région de Poperinge et des suggestions qui ont été faites lors de cette rencontre ». — Demande; p. 16 (7 décembre 1960).**Interpellations (suite).****BUSIEAU.***Ann.* — Interpellation au Vice-Président du Cabinet, Ministre de l'Intérieur « sur la désignation, pour le moins inopportune, d'un gouverneur ff. de la province de Hainaut, à la suite d'une modification hâtive, abusive et hautement critiquable des règles normales présidant à pareille désignation ». — Demande; p. 158 (17 janvier 1960).*Discussion* (24 janvier 1961).

Discours de MM. BUSIEAU (concernant le remplacement temporaire du gouverneur du Hainaut, M. Cornez, victime d'un accident, par M. Thône, Député permanent, l'arrêté du 2 février 1959, l'élimination du greffier provincial et des commissaires d'arrondissement, l'arrêté royal du 26 décembre 1960 paru au Moniteur du 30 décembre, l'entrée en fonctions de M. Roland comme gouverneur ff., le 26 décembre, les actes de M. Roland, la réquisition de l'armée, la réquisition d'un échevin de Wasmes, l'investissement de la ville de Mons, les responsabilités du gouvernement, la circulaire du 13 janvier 1961, le discours prononcé à Mons par un professeur de l'Université de Bruxelles, le rôle qu'il a joué pendant les quatre semaines de grève, la victoire des travailleurs dans la grève); pp. 192 à 196;

Observations de MM. ORBAN, de STEXHE, HARMEGNIES, le PRESIDENT, LEFEBVRE, CROMMEN, DONSE, ANCOT, DEHOLISSE, NOEL, DOUTREPONT, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN, MOULIN, OBLIN, VERSE, DE WINTER et REMSON; pp. 193 à 196;

VERMEYLEN (concernant le système de remplacement d'un gouverneur de province, les anomalies dans l'arrêté royal du 26 décembre 1960, l'absence de publication de la nomination du gouverneur ff., le précédent créé par la modification des règles essentielles relatives au maintien de l'ordre au cours d'une crise, les piquets de grève); pp. 196, 197;

Observations de MM. ANCOT, REMSON, MOULIN, ORBAN, DE WINTER et du comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN; pp. 196, 197;

DELMOTTE (concernant l'absence d'incidents lors de manifestations organisées sans surveillance des gendarmes); p. 197;

Observations de MM. ORBAN, DE WINTER et MOREAU de MELEN; p. 197;

LEFEBVRE, m.v.p.c.i. (fait un historique de la question du remplacement d'un gouverneur empêché; concernant les entretiens qu'il a eus avec M. le Gouverneur Cornez et M. Thône, les difficultés qui peuvent résulter du remplacement d'un gouverneur par le greffier provincial ou un commissaire d'arrondissement, l'avis de M. le Gouverneur Cornez à ce sujet, le choix de M. Roland eu égard à sa compétence, les recommandations faites à M. Roland, la réponse de M. Cornez à l'annonce de la désignation de M. Roland, les responsabilités du ministre de l'Intérieur, l'exercice du droit de grève, les sabotages et l'insurrection de Liège, l'arrêté de réquisition pour l'enlèvement des immondices); pp. 197 à 201;

Observations de MM. FLAMME, DOUTREPONT, BUSIEAU, VERMEYLEN, de STEXHE, ORBAN, MOULIN, P. DE SMET, NOEL et DE WINTER; pp. 197 à 201;

VERMEYLEN (concernant la modification des règles relatives au remplacement du gouverneur, l'exécution d'un arrêté plusieurs jours avant sa publication); p. 201;

Observations de MM. LEFEBVRE, P. DE SMET et ORBAN; p. 201;

BUSIEAU (estime que le Ministre n'a donné aucune réponse valable aux questions qu'il a posées); p. 201;

Observations de MM. DE WINTER, CUSTERS et de STEXHE; p. 201;

NOEL (concernant l'arrestation au matin du 9 janvier d'occupants d'automobiles se dirigeant vers Mons, les calicots provocateurs placés par l'armée à Mons); pp. 201, 202;

Observations de MM. DE WINTER et ORBAN; pp. 201, 202;

Un ordre du jour est déposé par MM. P. DE SMET et GILLON; p. 202;

L'incident est clos.

*Vote sur l'ordre du jour* (26 janvier 1961).

L'ordre du jour déposé par MM. P. DE SMET et GILLON est adopté; pp. 229, 230.

**Interpellations (suite).**

## de la VALLEE POUSSIN.

*Ann.* — Interpellation au Ministre des Affaires économiques « sur le fonctionnement défectueux de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ». — Demande ; p. 154 (22 décembre 1960).

*Discussion* (17 janvier 1961).

Discours de MM. de la VALLEE POUSSIN (concernant la proposition de la F.G.T.B. de nommer des réviseurs pour le contrôle des holdings, la mission des réviseurs d'entreprises telle que l'avait définie M. Depage, les critiques formulées à l'égard de la direction de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, les craintes du premier président de l'Institut quant à l'indépendance du conseil de l'Institut, la confusion entre le collège national des experts comptables et l'Institut, la nécessité de redresser la situation par une nouvelle loi) ; pp. 166, 167 ;

VAN DER SCHUEREN, m.a.éc. (concernant une révision du problème, la proposition de loi tendant à l'octroi d'un statut aux experts comptables, le rapport d'une commission qui a examiné la question, l'interférence entre le collège national des experts comptables et l'Institut, les difficultés que l'Institut a rencontrées, le manque de maîtres de stage, le rôle du conseil de l'Institut) ; pp. 167, 168 ;

Observations de M. de la VALLEE POUSSIN ; p. 168 ;

de la VALLEE POUSSIN (concernant les intérêts du collège des experts comptables et les intérêts de l'Institut, l'extension de la mission des experts comptables, le maintien du réviseur d'entreprise dans sa fonction exacte) ; pp. 168, 169. L'incident est clos.

*Ann.* — Interpellation au Premier Ministre « sur la décision prise par le Conseil de permettre l'édification sur la plaine des manœuvres d'Etterbeek d'un bâtiment affecté à la télévision ». — Demande ; p. 181 (24 janvier 1961).

**DELBOUILLE.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre-Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles « sur l'utilisation des émissions de la Radio-Télévision Belge par le gouvernement ». — Demande ; p. 271 (31 janvier 1961).

*Discussion* (7 février 1961).

Discours de MM. DELBOUILLE (concernant les protestations qu'a provoquées l'exposé du Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction fait le 30 janvier à la télévision belge de langue française, l'importance croissante de la T.V. dans la vie de nos populations, le statut de la Radiodiffusion-Télévision Belge, l'esprit de rigoureuse objectivité et le respect des convictions d'autrui qui doivent présider à la conception des émissions, l'indécence du commentaire accompagnant le film intégré à la communication ministérielle du 30 janvier, les allocutions ministérielles à la radio et à la T.V. pendant la période de grève, l'interprétation des termes « communications du gouvernement », le coût du film en cause, l'interprétation de la loi par le gouvernement) ; pp. 354 à 357 ;

Observations de MM. P. DE SMET et ROLIN ; pp. 355, 356 ;

VAN ELSLANDE, m.s.s.E.a.c. (concernant la responsabilité de l'émission du 30 janvier, l'interprétation des termes « communications du gouvernement », le caractère de « communication » que peut avoir un film, l'objectivité des programmes de la radio et de la T.V., le temps d'émission réservé à chaque parti en période électorale, l'objectivité dans les informations relatives aux récentes grèves) ; pp. 357, 358 ;

Observations de MM. ROLIN et DE BLOCK ; pp. 357, 358 ;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant les raisons qui ont motivé l'émission du 30 janvier et la conférence de presse donnée le même jour, les commentaires maladroits qui accompagnaient le film, les réalisations dans le domaine des routes et des voies d'eau en Wallonie) ; pp. 358, 359 ;

Observations de MM. DOUTREPONT et DE BLOCK ; p. 359 ;

DELBOUILLE (concernant le caractère tendancieux de l'allocution du Ministre des Travaux publics, la projection du film devant le Sénat, l'insertion d'un film parmi les « communications du gouvernement », l'utilisation de la radio et de la T.V. par le gouvernement) ; pp. 359, 360 ;

Observations de M. VANAUDENHOVE ; pp. 359, 360 ;

L'incident est clos.

**Interpellations (suite).****MACHTENS.**

*Ann.* — Voir : Interpellation D. SMETS et MACHTENS ; p. 88 (20 décembre 1960).

**NOEL.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre des Affaires économiques « sur les récentes décisions du Conseil national des Charbonnages qui rendent impossible le fonctionnement de la Société anonyme des Charbonnages du Borinage créée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1960 ». — Demande ; p. 12 (8 novembre 1960). — Discussion jointe à celle du Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1961.

**D. SMETS et MACHTENS.**

*Ann.* — Interpellation au Premier Ministre et au Ministre de l'Intérieur « sur la grève du personnel communal ». — Demande ; p. 88 (20 décembre 1960).

*Discussion* (22 décembre 1960).

Discours de MM. MACHTENS (concernant les communiqués tendancieux publiés à la radio, les dispositions de la loi unique relatives au personnel communal et provincial, le problème des pensions, l'application des mesures envisagées au personnel en fonction, l'alignement des barèmes sur ceux de l'Etat par l'amplitude de la carrière, le courage des agents communaux qui se sont mis en grève, les conséquences financières de la mise à la pension prématurée de nombreux agents voulant échapper aux nouvelles dispositions) ; pp. 124 à 126 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, le PRESIDENT, VAN REMOORTEL, SEGERS, m.c., LEFEBVRE, m.v.p.c.i., VERSE et LEMAL ; pp. 124 à 126 ;

D. SMETS (concernant l'absence de consultations paritaires, le droit de grève des agents des services publics, la mise en danger du régime, l'ampleur du mouvement de grève, le non-paiement des agents en grève) ; pp. 126, 127 ;

Observations de MM. DE BOODT, HARMEGNIES, DELMOTTE, LEFEBVRE, SLEDSSENS, R. HOUBEN, DEKEYZER, A. SMET et LEMAL ; pp. 126, 127 ;

P. DE SMET (concernant la nécessité de mesures en vue du redressement de la situation financière du pays, la tentative de paralysie de la vie économique de la nation, les mesures que le gouvernement compte prendre pour que la parole reste au pouvoir législatif et au pouvoir exécutif) ; pp. 127, 128 ;

Observations de MM. HERCOT, TROCLET, DEKEYZER, D. SMETS, LEMAL, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN, DE BLOCK, Gh. LEEMANS, MACHTENS et WIARD ; pp. 127, 128 ;

le baron de DORLODOT (concernant l'appui de la gauche sur la force pour réduire au chômage ceux qui veulent travailler) ; pp. 141, 142 ;

Observations de MM. REMSON, DEKEYZER, TROCLET, DOUTREPONT et D. SMETS ; p. 141 ;

SLEDSSENS (concernant le devoir du bourgmestre d'assurer le fonctionnement normal de son administration publique) ; p. 142 ;

NOEL (concernant la provocation de la classe ouvrière par le dépôt du projet de loi unique, l'extension de la grève, la pression ouvrière et celle de certaines puissances) ; p. 142 ;

Observations de MM. REMSON et D. SMETS ; p. 142 ;

DELMOTTE (concernant la mauvaise situation financière de l'Etat, les responsabilités des gouvernements qui se sont succédé, les réactions de la masse aux dispositions envisagées dans le projet de loi unique, les possibilités d'imposition données aux communes, la réduction de l'âge de la pension des instituteurs et cheminots, la régression sociale à laquelle aboutit le projet de loi unique, le pacte scolaire) ; pp. 142 à 144 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, LEYNEN, ROLIN, TROCLET, WARNANT et le PRESIDENT ; pp. 143, 144 ;

DEKEYZER (concernant la grève à Anvers, l'opposition du patronat anversois à la loi unique, la réunion des travailleurs chrétiens à Berghout, la déclaration qui y fut faite concernant une modification de la loi unique) ; p. 144 ;

Observations de MM. A. SMET et DE WINTER ; p. 144 ;

**Interpellations. — D. SMETS et MACHTENS (suite).**

LEMAL (concernant le manque d'autorité du gouvernement à l'égard des bourgmestres flamands opposés au recensement); pp. 144, 145;

Observation de M. VANDEKERCKHOVE; p. 144;

le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN (concernant la grève dans les services publics; demande une législation réglementant le droit de grève); p. 145;

Observations de MM. D. SMETS, HERCOT et DOUTRE-PONT; p. 145;

LEFEBVRE, m.v.p.c.i. (concernant la situation légale et réglementaire du personnel des pouvoirs publics, la jurisprudence, le droit de grève, l'attitude des chefs des agents en grève, l'article 60 de la loi unique, la fixation des cadres et les rémunérations du personnel communal, la nécessité d'une uniformité en la matière, la consultation des organisations syndicales, le respect des situations acquises, les traitements des agents communaux, le problème des pensions, la portée d'amendements aux articles du projet de loi unique relatifs aux pensions); pp. 145 à 148;

Observations de MM. D. SMETS, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN, HARMEGNIES, MACHTENS, HERCOT, VERMEYLEN et VAN CAUWELAERT; pp. 145 à 148;

Des ordres du jour sont déposés par MM. P. DE SMET et GILLON d'une part et par MM. ROLIN, DEKEYZER et DAMAN d'autre part; p. 148;

Discours de MM. MACHTENS (concernant le respect des droits acquis, son attitude en tant que bourgmestre à l'égard des agents communaux en grève, le droit de grève, l'incompatibilité du mandat de bourgmestre avec celui de parlementaire, les pensions, le blocage des salaires); pp. 148, 149.

Observations de MM. LEFEBVRE, VERSE, de la VALLEE POUSSIN, ROLIN, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN, DE WINTER, D. SMETS, SLEDSSENS et VERHAEST; pp. 148, 149;

LEFEBVRE, m.v.p.c.i. (concernant l'application aux agents des communes des majorations accordées aux agents des catégories A à D de l'Etat); p. 149;

Observations de MM. MACHTENS et VAN BUGGENHOUT; p. 149;

HARMEGNIES (concernant la position des bourgmestres devant les grèves, le cadre du personnel des communes); pp. 149, 150;

Observation de M. LEFEBVRE; p. 150;

SEGBERS, m.c. (concernant l'origine des différences qui existent entre les traitements dans les administrations de l'Etat et des communes, la défense des intérêts professionnels du personnel des services publics et des intérêts de la communauté, les traitements des agents communaux, les pensions, le droit de grève); pp. 150, 151;

D. SMETS (concernant la consultation des syndicats des chemins de fer, les promesses faites par M. EYSKENS aux délégués du syndicat chrétien, la grève des syndiqués chrétiens dans les services publics à Gand, le respect de la loi); pp. 151 à 153;

Observations de MM. SEGBERS, le PRESIDENT et STUBBE; pp. 151 à 153;

DEKEYZER (concernant la déclaration du Premier Ministre aux syndiqués chrétiens); p. 153;

LEFEBVRE, m.v.p.c.i. (concernant les traitements du personnel communal d'Anvers et les pensions); pp. 153, 154;

Observations de MM. DEKEYZER et HARMEGNIES; pp. 153, 154;

VAN BUGGENHOUT (concernant les négociations en cours); p. 154.

*Vote sur l'ordre du jour (22 décembre 1960).*

L'ordre du jour déposé par MM. P. DE SMET et GILLON est adopté; p. 154.

**VAN IN.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur des bruits qui sont répandus concernant la suppression de l'Ecole des Cadets de Lierre ». — Demande; p. 51 (13 décembre 1960).

**Interpellations (suite).****WIARD.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre de l'Instruction publique « sur les raisons qui ont déterminé le gouvernement à refuser la subvention de la quatrième expédition antarctique belge ». — Demande; p. 16 (7 décembre 1960).

*Discussion (21 décembre 1960).*

Discours de MM. WIARD (concernant la décision du gouvernement de ne pas subventionner une quatrième expédition antarctique, le rapatriement de l'équipe du major Derom, les conséquences d'un abandon de la base belge, les arguments en faveur de la continuation des expéditions antarctiques belges, les engagements contractés par la Belgique comme membre du « Special Committee on Antarctic Research », l'importance du maintien des observations météorologiques à la base Roi Baudouin, les aspects économiques et politiques du problème, le coût d'une quatrième expédition, le financement de l'expédition par les Etats-Unis ou l'U.R.S.S., l'ordre du jour voté par le Conseil national de la Jeunesse); pp. 108 à 110;

MOUREAUX, m.i.p. (concernant le coût des expéditions antarctiques, la consultation du Conseil national de la recherche scientifique, la sauvegarde de la base, le droit à une présence belge dans l'Antarctique, l'aide éventuelle des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S.); pp. 110, 111;

Observations de MM. ROLIN et WIARD; p. 110;

Des ordres du jour sont déposés par MM. DE BLOCK et MACHTENS, d'une part, MM. ANCOT et DE GRAUW, d'autre part; p. 111;

Discours de M. WIARD (concernant les promesses de rapatriement de la quatrième expédition belge, faites par les comités scientifiques américains, l'offre de l'U.R.S.S., le retard apporté à répondre à la demande formulée par le comité belge); p. 111.

Observation de M. MOUREAUX; p. 111.

Intervention de MM. le PRESIDENT (concernant l'irrecevabilité de l'ordre du jour déposé par MM. MACHTENS et DE BLOCK) et DE BLOCK (qui retire l'ordre du jour); p. 111;

Discours de MM. ROLIN (concernant l'avis défavorable du Conseil national de la recherche scientifique, l'émission d'un timbre-poste spécial, la non-acceptation de l'offre de l'U.R.S.S.); pp. 111, 112;

MOUREAUX, m.i.p. (concernant les frais qu'aurait entraînés une quatrième expédition, la prétendue rupture de la chaîne des recherches scientifiques, les avis contradictoires); p. 112;

Observations de MM. YERNAUX, ROLIN, VAN CAUWELAERT et WIARD; p. 112;

L'incident est clos.

*Vote sur l'ordre du jour (22 décembre 1960).*

L'ordre du jour déposé par MM. ANCOT et DE GRAUW est adopté; p. 140.

**Institut national de Crédit agricole. — V. Agriculture/Prêts agricoles.****Institut pour l'encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.). — V. Commerce et Industrie.****Investissements. — V. Travaux publics.****J****Jeu et Pari.**

*Proposition de loi tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.*

*Doc.* — N° 162: Proposition de loi de M. De Baeck.

## L

Langues. — V. Enseignement. — V. Recensement. — V. Administrations publiques.

Libération et condamnation conditionnelles. — V. Droit pénal.

Lois et arrêtés. — V. Droit public.

## M

Médecins. — V. Art de guérir.

Milice. — V. Armée.

Motions d'ordre.

DELMOTTE.

*Ann.* — M. le PRESIDENT déclare que M. DELMOTTE désire poser la question préalable, mais que celle-ci ne peut plus normalement être posée, dès l'instant où le débat a commencé; M. DELMOTTE reconnaît que le Sénat a statué sur l'article 17 du projet de loi unique, mais qu'il n'a pas voté des textes identiques en français et en néerlandais; il estime que l'interprétation donnée par le ministre et acceptée par le Sénat doit encore être approuvée par la Chambre; M. le PRESIDENT estime que la demande de M. DELMOTTE peut être considérée comme une nouvelle demande d'ajournement; la demande d'ajournement est rejetée; p. 522 (10 février 1961).

DOUTREPONT.

*Ann.* — M. DOUTREPONT demande que le vote des budgets soit réservé jusqu'au moment du vote sur la loi unique; intervention de MM. le PRESIDENT, HARMEGNIES et VANDEN BOEYNANTS, m.c.m.; pp. 36, 37 (13 décembre 1960). — M. le PRESIDENT propose de voter sur cette motion la semaine suivante; observations de MM. DOUTREPONT et HARMEGNIES; p. 58 (14 décembre 1960). — La motion est rejetée par 89 voix contre 42 et 1 abstention; pp. 96, 97 (21 décembre 1960).

GILLON.

*Ann.* — M. GILLON propose de suspendre la séance à 18 h. 30 et de la reprendre à 20 h. pour continuer ensuite sans désemparer la discussion du projet de loi unique; intervention de MM. le PRESIDENT, HARMEGNIES, P. DE SMET, ROLIN, DELMOTTE, DOUTREPONT, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN et VERMEYLEN; observations de MM. DE BAECK, DEKEYZER, YERNAUX, ORBAN, le baron NOTHOMB, DE BLOCK, BUSIEAU, OBLIN et VAN BUGGENHOUT; pp. 499 à 502 (10 février 1961).

PHOLIEN.

*Ann.* — M. PHOLIEN demande l'urgence pour la discussion du projet de loi portant certaines mesures provisoires en faveur de personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi; observation de M. HARMEGNIES; p. 158 (17 janvier 1961).

M. PHOLIEN demande l'examen d'urgence du projet de loi portant certaines mesures provisoires en faveur de personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi; observations de M. HARMEGNIES; p. 222 (26 janvier 1961).

M. PHOLIEN demande l'examen d'urgence du projet de loi portant certaines mesures provisoires en vue de faciliter le recrutement aux emplois publics en Belgique des personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi; M. le PRESIDENT propose d'entamer la discussion vers 14 h. 30 afin de permettre aux membres de prendre connaissance du rapport; p. 298 (2 février 1961).

Motions d'ordre (suite).

ROLIN.

*Ann.* — M. ROLIN demande que le Sénat observe une minute de silence à la mémoire de la victime des incidents de Chénée; M. le PRESIDENT rend hommage à ceux qui ont assumé la tâche du maintien de l'ordre et propose au Sénat de faire droit à la demande de M. ROLIN; M. DE BOODT déclare qu'il ne pourrait marquer son accord que si les meneurs sont désavoués; observations de MM. BUSIEAU, le comte Ch. d'ASPREMONT LYNDEN et le baron de DORLODOT; M. ROLIN déclare que devant l'attitude de la majorité le groupe socialiste quitte la séance; observations de MM. MOULIN, DOUTREPONT, SLEDSSENS, ORBAN et DEKEYZER; l'incident est clos; p. 164 (17 janvier 1961).

M. ROLIN déclare qu'il avait cru comprendre, lors de la dernière séance, que le PRESIDENT était d'accord pour retarder la discussion des budgets jusqu'après le vote de la loi unique; déclare que l'opposition s'incline devant la décision du PRESIDENT d'aborder la discussion du budget des Affaires étrangères dès ce jour; p. 181 (24 janvier 1961).

VERMEYLEN.

*Ann.* — M. VERMEYLEN demande que le Sénat ne siège pas le lendemain matin, plusieurs commissions devant se réunir: il estime qu'il était inopportun de décider que le Sénat siégerait le vendredi; intervention de MM. le PRESIDENT, ROLIN, P. DE SMET, CUSTERS, VAN DEN STORME et HARMEGNIES; p. 337 (7 février 1961).

## N

Nationalité. — V. Droit public.

Naturalisations.

*Projets de loi accordant la naturalisation.*

*Doc.* — N° 26: Rapport de MM. Allard, Delor, du chevalier de Schaetzen, de MM. De Bruyne, Donse, Doutrepoint, Knops, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Neybergh et Van Bulck. N° 27: Feuilletons n° 1 à 8.

*Ann.* — Scrutin sur la prise en considération; pp. 96, 113 à 116 (21 décembre 1960).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles uniques* (22 décembre 1960).

*Feuilletons 1 à 8.*

Adoptés sans observations; pp. 136 à 139.

*Vote* (22 décembre 1960).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents; p. 140.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

*Projets de loi accordant la naturalisation.*

*Doc.* — N° 89: Rapport de MM. Allard, De Bruyne, Delor, Donse, Doutrepoint, Knops, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Neybergh, Oblin et Van Bulck.

N° 90: Feuilletons n° 1 à 16.

*Ann.* — Scrutin sur la prise en considération; pp. 699, 710 à 716 (15 février 1961).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles uniques* (16 février 1961).

*Feuilletons 1 à 16.*

Adoptés sans observations; pp. 740 à 747.

*Vote* (16 février 1961).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents; p. 748.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

## O

**Ordre des travaux.** — V. Chambres Législatives — Sénat.

**Organisation judiciaire.**

*Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire modifiée par les lois des 10 juin 1955, 27 mai 1957 et 20 avril 1959.*

*Doc.* — N° 54 : Exposé des motifs et projet de loi.

*Ann.* — *Discussion générale* (22 décembre 1960).

Discours de MM. DE BAECK, rapp. (qui fait rapport verbale-ment) ; p. 134 ;

DUVIEUSART (concernant la date du dépôt du projet, le remplacement du terme « sort » par le mot « sorti », l'appel en fonctions actives de magistrats revenus du Congo) ; p. 134 ;

Observation de M. le PRESIDENT ; p. 134 ;

LILAR, m.j. (répond à M. DUVIEUSART) ; p. 134 ;

Observations de MM. DE WINTER et LILAR ; p. 134 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (22 décembre 1960).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 134, 135.

*Vote* (22 décembre 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents ; p. 140.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi prorogeant pour les exercices 1959 et 1960 la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.*

*Doc.* — N° 124 : Rapport de M. Custers.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (14 février 1961).

Adopté sans observations ; p. 650.

*Vote* (15 février 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 3 abs- tentions ; pp. 699, 700.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**COUR DE CASSATION.**

*Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 26 janvier 1961, pour une place de conseiller à ladite Cour, vacante à la suite de l'admission à l'éméritat de M. de Clippele, Premier Président.*

*Doc.* — N° 92 : Liste des candidats.

*Ann.* — Transmission de la liste des candidats présentés par la Cour de Cassation ; la liste des candidats présentés par le Sénat sera déposée ultérieurement ; p. 250 (31 janvier 1961).

*Scrutin* (14 février 1961).

M. De Vreese, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat ; M. Matthijs, ayant obtenu la majorité des suffrages, est proclamé deuxième candidat ; p. 632 (14 février 1961).

**PERSONNEL JUDICIAIRE.**

**GREFFIERS**

*Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 20 décembre 1957 portant revision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.*

*Doc.* — N° 39 : Proposition de loi de M. Hougardy.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 158 (17 janvier 1961).

**Organismes et services déclarés nuls.** — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

**Ouverture de la session.** — V. Chambres Législatives — Sénat.

**Ouvriers.** — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

## P

**Pacte scolaire.** — V. Enseignement.

**Paiement.** — V. Droit civil.

**Pari.** — V. Jeu et pari.

**Pensions.**

**VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.**

**OUVRIERS**

*Proposition de loi complétant l'article 9, § 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mai 1955, modifié par l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1957, relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.*

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 10 (10 novembre 1960).

*Projet de loi portant création d'un Office national des Pensions pour Ouvriers.*

*Doc.* — N° 148 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

**Personnel.** — V. Affaires africaines. — V. Communes. — V. Organisation judiciaire.

**Prêts agricoles.** — V. Agriculture.

**Privilèges et Hypothèques.**

*Proposition de loi étendant les possibilités en matière de crédit par nantissement de grosses hypothécaires et modifiant les statuts de l'Office central de Crédit hypothécaire.*

*Doc.* — N° 11 : Proposition de loi de M. Vandekerckhove.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 16 (7 décembre 1960).

*Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.*

*Doc.* — N° 160 : Rapport de M. De Baeck.

**Prix Nobel.** — V. Arts, sciences et lettres.

**Procédure civile.**

**SAISIE DE NAVIRES.**

*Projet de loi modifiant la loi du 4 septembre 1908 sur la saisie conservatoire des navires de mer et la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.*

*Doc.* — N° 161 : Exposé des motifs et projet de loi.

**Procédure de conciliation. — V. Impôts/Impôts directs.**

**Procédure pénale.**

## REPRESENTATION DES PREVENUS.

*Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales.*

Nouvel intitulé : *Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus, des parties civilement responsables et des parties civiles devant les juridictions pénales.*

Doc. — N° 20 : Rapport complémentaire de M. Pholien.  
N° 33 : Amendement proposé par M. de Stexhe.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (14 décembre 1960).  
(Texte présenté par la commission).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 64, 65.

*Art. 6 (nouveau).*

Intervention de MM. de STEKHE, PHOLIEN et ROLIN ;  
observation de M. VERMEYLEN ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 65.

Le nouvel intitulé du projet, proposé par la commission, est approuvé ; p. 65.

L'article 6 (nouveau), amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 65.

*Vote (21 décembre 1960).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; p. 99.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Produits pharmaceutiques et thérapeutiques. — V. Art de guérir.**

**Progrès social. — V. Finances/Redressement financier.**

**Protection du travail. — V. Travail.**

## Q

**Questions orales. — V. Chambres Législatives — Sénat.**

## R

### Recensement.

*Projet de loi ajournant les recensements généraux de la Population, de l'Industrie et du Commerce, et le recensement linguistique.*

Doc. — N° 35 : Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Renvoi en commission (7 décembre 1960).

Intervention de MM. le PRESIDENT, DE BLOCK et DU-VIEUSART ; observations de MM. HARMEGNIES, VAN BUGGENHOUT et DE BOODT ;

Le projet de loi est renvoyé à la commission de l'Intérieur ; pp. 29, 30.

**Redressement financier. — V. Finances.**

**Règlement. — V. Chambres Législatives — Sénat.**

**Relations extérieures. — V. Chambres législatives Sénat.**

**Représentation des prévenus. — V. Procédure pénale.**

**Revision de la Constitution. — V. Droit public.**

### Roi et Famille royale.

Ann. — M. le PRESIDENT :

Dit la ferveur avec laquelle le Sénat s'associera demain à l'allégresse de la Famille royale et de la Nation et renouvelle les vœux formés pour le Roi et pour la Reine, à l'occasion de leur mariage ; p. 70 (14 décembre 1960) ;

Salue la présence dans la salle de S.A.R. la Princesse Paola ainsi que de S.A.R. le Prince Albert venus assister à la discussion du Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (Crédits : commerce extérieur) et leur rend hommage pour la mission qu'ils ont accomplie avec succès en Amérique du Nord ; p. 75 (20 décembre 1960).

**Ruanda-Urundi. — V. Affaires africaines.**

## S

**Saisie de navires. — V. Affaires étrangères/Droit maritime. — V. Procédure civile.**

### Sécurité sociale.

*Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.*

Doc. — N° 21 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 30 : Rapport de Mlle Driessen.

Ann. — Discussion générale (7 décembre 1960).

Discours de Mlle DRIESSEN, rapp. (souligne la portée du projet) ; p. 31 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (7 décembre 1960).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations ; pp. 31, 32.

*Vote (7 décembre 1960).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 112 membres présents ; p. 32.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale.*

Doc. — N° 149 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

**Sécurité sociale (suite)****MALADIES PROFESSIONNELLES.**

*Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.*

*Ann. — Retrait du projet de loi ; p. 52 (13 décembre 1960).*

**Sécurité sociale.** — V. aussi Affaires étrangères.

**Société nationale de la Petite Propriété terrienne.** — V. Habitations.

**Sociétés.** — V. Droit commercial.

**T**

**Transports en commun urbains.** — V. Communications.

**Travail.**

*Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, les lois relatives au contrat d'emploi coordonnées le 20 juillet 1955 et l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, en vue de promouvoir l'accueil des travailleurs dans l'entreprise.*

*Doc. — N° 147 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**CONTRAT D'EMPLOI (DE DROIT CONGOLAIS).**

*Projet de loi donnant compétence aux tribunaux belges pour certains litiges de droit congolais.*

*Doc. — N° 110 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**PROTECTION DU TRAVAIL.**

*Projet de loi relatif aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, parties de machines, matériel, outils, appareils, récipients à gaz ou produits de nature dangereuse.*

*Doc. — N° 22 : Rapport de M. Bertinchamps.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles et rejet du projet de loi (7 décembre 1960).*

**Art. 1<sup>er</sup>.**

*L'article n'est pas adopté ; p. 32 ;*

*Le projet de loi est rejeté ; p. 32.*

**Travail. — PROTECTION DU TRAVAIL (suite).**

*Projet de loi relatif aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients.*

*Doc. — N° 150 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**Travail.** — V. aussi Affaires étrangères.

**Travaux publics.****FONDS AUTONOME.**

*Projet de loi créant un Fonds autonome des travaux publics.*

*Doc. — N° 47 : Exposé des motifs et projet de loi.*

**INVESTISSEMENTS.**

*Projet de loi relatif aux investissements — Travaux publics.*

*Doc. — N° 13 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 163 : Rapport de M. De Clerck + Annexes.*

**U**

**Union de l'Europe Occidentale.** — V. Affaires étrangères/Forces armées.

**V**

**Validation des pouvoirs.** — V. Chambres Législatives — Sénat.

**Victimes civiles.** — V. Affaires étrangères/Guerre.

**Victimes de persécutions nationales-socialistes.** — V. Affaires étrangères/Guerre.

**Vieillesse et décès prématuré.** — V. Pensions.